



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION
ET DE SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



.....

MEMOIRE DE MAITRISE

ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE DU DEVELOPPEMENT RURAL

(Cas de la Commune Rurale de Tsiafahy,

District d'Antsimondrano)

Présentée par : RAZANAKOLONA Tahiriniaina Minosoa

Juge : RAMANDIMBIARISON Jean Claude, Professeur titulaire émérite

Rapporteur : RAHERIMALALA Stephano, Maitres de conférences

Encadreur : Madame RAMANDIMBIARISON Noëline, Professeur titulaire

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2014-2015

Date de soutenance : 25 Février 2015

SOMMAIRE

- ❖ INTRODUCTION
- ❖ PARTIE I : Etat des lieux et cadres théoriques
 - Chapitre 1 : Situation historique et géographique de la Commune
 - Chapitre 2 : Aperçus théoriques sur les méthodes d'investigation
- ❖ PARTIE II : Les activités socio-économiques de la population, bilan du diagnostic participatif et les problèmes principaux
 - Chapitre 3 : Les activités socio-économiques de la population
 - Chapitre 4 : Bilan du diagnostic participatif et problèmes principaux
- ❖ PARTIE III : Analyse et perspective d'avenir
 - Chapitre 5 : Dynamiques sociales
 - Chapitre 6 : Perspectives d'avenirs et recommandations
- ❖ CONCLUSION
- ❖ BIBLIOGRAPHIE
- ❖ TABLES DES MATIERES
- ❖ LISTE DES TABLEAUX
- ❖ LISTE DES ABREVIATIONS
- ❖ ANNEXES

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pu se concevoir sans l'aide de Dieu. En premier lieu, je rends grâce au Seigneur Tout puissant qui m'a donné la force pour la réalisation de ce travail. Ensuite, sans la collaboration des personnes suivantes, auxquelles je tiens à adresser ma profonde reconnaissance, je serai incapable de le mener à terme. Ainsi :

- ❖ Je remercie, Madame RAMANDIMBIARISON Noëline de nous avoir encadré pendant le déroulement de notre travail
- ❖ Je remercie aussi Monsieur le Maire de la commune Tsiafahy, RANDRIAMAHEFA Justin et ses collaborateurs qui ont accepté aux enquêtes et qui nous ont fournis les informations nécessaires pour notre travail.
- ❖ Je remercie infiniment ma famille, mes ami(e)s et toutes les personnes qui m'ont soutenue matériellement ou financièrement.

Je témoigne mes plus profonds sentiments de gratitude à ceux qui n'ont pas cessé de prier pour moi.

ENCORE MERCI !

INTRODUCTION GENERALE

80% de la population représente le monde rural à Madagascar, d'une part ; d'autre part, tous les indices de pauvreté tels que la précarité des conditions de vie et archaïsme des modes de productions y sont plus criants que dans le reste du pays c'est-à-dire qu'une initiative, aucun effort dans le sens contre la pauvreté ou celui du développement ne peut occulter ce monde.

Pour espérer atteindre l'objectif du développement, l'idéal serait que tous les ruraux prennent part au processus de développement. Cependant, force est de reconnaître qu'un niveau de vie et de ressource trop faible interdit une participation réelle à la société.

Afin d'obtenir le diplôme de maîtrise universitaire, chaque étudiant doit effectuer une recherche sur terrain ; ici notre thème de recherche concerne le domaine spécifique qui se relie surtout à la vie sociale d'une collectivité déterminée : « ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE DU DEVELOPPEMENT RURAL : CAS DE LA COMMUNE RURALE DE TSIAFAHY, DISTRICT D'ANTSIMONDRANO ».

Actuellement, le développement durable est un terme communément adopté à Madagascar. Depuis la période coloniale jusqu'à la période post coloniale, les pouvoir successifs ont perçu la nécessité d'un développement qui était centré principalement sur une augmentation des cultures vivrières dans le but d'éviter la disette. La pratique de ce développement a donc connu diverses expérience, mais le résultat est clair depuis 1960, c'est l'échec de ce développement rural. Ainsi, la sociologie qui est un produit intellectuel doit intervenir non seulement pour mettre en place une véritable analyse plus profonde intégrée dans le programme économique et social, mais aussi de prouver d'une manière plus scientifique l'efficacité et l'utilité de diverses opérations de développement dont l'objectif a toujours été la recherche de l'amélioration de la population rurale.

Le terme développement est devenu actuellement courant et langage de communication internationale. A l'époque actuelle, le développement est situé pour décrire le progrès, l'évolution ou le changement, surtout dans la vie économique et sociale d'une collectivité humaine. Le sous- développement ou la pauvreté engendre une forme d'exclusion, une mise à l'écart de la couche la moins défavorisée de la population surtout en milieu rural. Marx parlait d'une superstructure dominée et influencée par les propriétaires des moyens de production tandis que Pierre Bourdieu avance la notion de domination symbolique et de système de la reproduction sociale. La parole et l'initiative sont donc attribuées aux notables ruraux qui essayent de mettre en parallèle toutes questions relatives au développement communautaire avec leurs intérêts propres afin de reproduire la stratification sociale en vigueur qui leur est favorable. Corollairement, la pauvreté s'enracine pour les « dominés » et revêt souvent la forme d'une fatalité finalement acceptée comme un état de fait. Cette réflexion sur la mobilité sociale à partir des deux théories

classiques en sociologie nous incite à faire une investigation sur la participation des ruraux dans la mise en place et la réalisation de la politique de développement rural. L'inégalité sociale en tant que réalité dans la société rurale malgache nous pousse vers une réflexion critique ou nous nous focalisons sur la prise en compte de l'approche participative dans la réalisation des actions et l'élaboration des plans et politiques de développement rural.

I- Objet d'étude :

L'étude sur le développement socio-économique de la commune est une occasion pour une sociologue de mener un travail de recherche qui servira non seulement à l'obtention du diplôme de maîtrise mais aussi à contribuer au développement rural du pays.

II- Choix du sujet :

- De par sa vocation agricole, la population rurale dépassant les 75% de la population totale, la croissance et /ou le développement du pays dépend du secteur primaire, en l'occurrence de la production agricole. L'agriculture reste jusqu'à nos jours l'activité principale dans les milieux ruraux malgaches. De ce fait, une étude approfondie de ces systèmes de production agricole s'avère indispensable ;
- Pour analyser l'importance des paysans au sein du développement ainsi que leurs capacités, leurs savoir-faire.

III-Choix du terrain :

Nous avons choisi la Commune de Tsiafahy pour les raisons suivantes :

- Les dépenses matérielles et financières pour l'étude sont réduites grâce à l'aide de personnes proches résidant dans la zone ;
- C'est une Commune qui vit quotidiennement avec les valeurs et les traditions spécifiques pouvant intéresser plus particulièrement les sociologues et les anthropologues

IV- Problématique :

Quels sont les facteurs fondamentaux contribuant au développement de la Commune de Tsiafahy ?

V- Objectifs :

Objectifs généraux :

- Mettre en place un système d'aide garantissant le développement rural ;
- Rapporter les réalités socio-économiques existant dans le monde rural.

Objectifs spécifiques :

- Evaluation de la participation paysanne dans l'élaboration et la réalisation des plans et actions de développement mis en place dans la Commune ;
- Stimulation de la participation de la population ;
- Valorisation des connaissances et des savoirs de la population rurale et leur combinaison avec la connaissance scientifique.

VI-Hypothèses :

- Mobilisation et motivation des paysans qui constituent une condition sine qua non pour faire progresser le monde rural ;
- Amélioration des modes de production ;
- Multiplication des techniciens supérieurs de l'agriculture et l'élevage pour dispenser des formations et donner des informations aux paysans ;
- Diminution de la fertilité des sols en pente par le phénomène de lessivage au profit bas-fonds qui poussent les paysans à abandonner certaines parties de terrain d'où certaines cultures, dans la mesure où ce type de sol nécessite beaucoup d'investissement aussi bien en terme d'engrais (redressement de la fertilité) qu'en terme de main d'œuvre (demande des travaux supplémentaires) ;
- Le niveau d'instruction et les logiques paysannes ont certainement des rôles à jouer dans ce développement.

VII- Méthodes d'investigation :

Nous procéderons à l'observation directe de cas pour récolter des données systématiques et préalablement planifiées.

Une approche holiste et globalisante pour insérer l'étude dans le contexte national, régional et local.

Une approche historique des politiques et des actions de développement rural de la commune à Madagascar.

La géographie humaine en vue de délimiter l'espace, de dresser son organisation : limites et ressources (humaines, culturelles, économiques et infrastructures)

VIII- Cadres théoriques :

- Interactionnisme symbolique ;
- Individualisme méthodologique de Weber (Max), Boudon (R) ;
- Approche matérialiste de Marx (K)

IX-Méthodologie :

- Techniques :
 - ❖ Techniques vivantes : enquêtes, entretien directif et semi-directif ;
 - ❖ Techniques non vivantes : documentations, ouvrages, audiovisuel ;
 - ❖ Descente sur terrain.

Nous avons formulé des questionnaires afin de mieux aborder le présent thème. Dans notre travail de terrain, nous avons travaillé avec une guide d'entretien auprès des Mutuelles d'épargne et de crédit, à l'attention du responsable de la Commune ainsi qu'à l'association paysanne.

Pour les paysans de cette commune, nous avons enquêté 50 paysans dont certains sont membres de la CECAM. La technique d'échantillonnage est de type probabiliste.

Ce questionnaire comporte également une série de question sur la CECAM, un organisme de micro-finance qui travaille dans la commune. De plus, nous avons interviewé le Maire de la Commune et ses conseillers concernant le nombre de la population et ses responsabilités face aux paysans, ensuite un grand parent pour l'histoire de la Commune.

Pour ce faire, nous présenterons dans la première partie l'état des lieux et cadres théoriques, puis dans la deuxième partie les activités socio-économiques de la population et la troisième partie portera sur l'analyse et perspectives d'avenir.

PARTIE I : ETAT DES LIEUX ET CADRES THÉORIQUES

PARTIE I : Etat des lieux et cadres théoriques

Dans cette partie, nous allons délimiter géographiquement la commune rurale de Tsiafahy ainsi que son historique.

CHAPITRE 1 : Situation historique et géographique

A- Historique de la Commune :

Du temps de la colonisation, Tsiafahy s'appelait « Canton de Tsiafahy » avec comme composant l'actuelle Commune d'Ambatofahavalo. Depuis l'indépendance, le Canton de Tsiafahy s'était érigé en deux cantons indépendants suite au souhait de leurs habitants. Depuis l'indépendance jusqu'au Directoire militaire, la Commune de Tsiafahy portait toujours ce nom.

Les autorités du temps du régime socialiste ont changé l'appellation de Tsiafahy en celle de Tsararivotra parce que Tsiafahy est un village situé à 3km à l'Est de l'actuel bureau de la Commune.

Si l'on tient compte de l'appellation jadis de ce nom du village de Tsiafahy, c'est que le Roi Andrianampoinimerina, selon les dires et les « Rakitry ny ela » des « Ray aman-dreny » actuels, aurait le prestige de prendre ce village entouré de profond fossé ou habitaient des gens féroces et prestigieux aussi car il n'existait qu'une seule issue ou « vavahady vato » bien gardée permettant d'y entrer. Vue cette situation, le Roi par l'intermédiaire de ses collaborateurs voulait isoler les habitants de ce village : « Aza avela ivoaka ireo olona ao ireo fa tsy haka rano angaha hosotroiny ka eleo atao fahirana ao ». D'où l'appellation de Tsiafahirana.

A la suite du manque d'eau à boire, les habitants ont abdiqué et Andrianampoinimerina y plaçait sa douzième concubine appelée Rasamoina enterrée dans une tombe grandiose jusqu'à ce jour. Et depuis, l'appellation Tsiafahirano ci-dessus difficile à prononcer serait appelée Tsiafahy par le Roi, nom ré-officialisée encore lors du découpage des collectivités décentralisées en 1993.

Enfin, Tsiafahy serait un endroit où Andrianampoinimerina se croise et fait son discours chaque fois qu'il effectuait des tournées dans le Sud d'Antananarivo.

B- Délimitation géographique et administrative :

Situation géographique et délimitation administrative :

La Commune rurale de Tsiafahy (précédemment appelé « Firaïampokontany de Tsararivotra ») est l'une des 17 Communes composant le Fivondronampokontany d'Antananarivo Antsimondrano. Elle se trouve à 21 km du Chef-lieu du Fivondronana et de la Capitale de Madagascar et est traversée par la Route Nationale n° :7 (RN7) et par le chemin de fer menant vers Antsirabe.

Elle est délimitée :

X- Au Nord par la Commune de Bongatsara (ex : Anjomakely) et la Commune d'Ambohijanaka ;

XI- Au Sud par la Commune d'Ambalavao ;

XII- A l'Ouest par la Commune d'Ambohijoky ;

XIII- Au Sud-Est par la Commune d'Ambatofahavalo ;

XIV- Et à l'Est par la Commune de Masindray et la Commune d'Ankadinandrina.

La Commune de Tsiafahy couvre une superficie de 58,54 km et comprend 15 Fokontany, à savoir : Ambatolokanga, Ambatofotsy, Ambohaja, Ambohibololona, Ambohikely, Ambohimiadana Nord, Andrefandrano, Ankazobe, Ankorondrano, Avarabohitra, Masomboay, Soamanandray, Soavina, Tsiafahy, Vatovaky.

Le chef-lieu de la Commune se trouve à Tsararivotra dans le Fokontany d'Ambatofotsy.

C- Milieu naturel / cadre physique :

a) Climat :

Le climat de la Commune de Tsiafahy ne diffère pas de celui de la capitale : de Mai à Août, il fait très chaud, de Septembre à Novembre, il fait chaud, de Décembre à Février, il pleut beaucoup car c'est le période cyclonique et de Mars à Mai, le climat est modéré.

b) Relief :

Les parties centrales et Nord-Est de la zone sont dominées par une montagneuse dont la Mahalaina. Son point culminant atteint 1.576m d'altitude. Cette zone est caractérisée par des sols arides et rocheux à vocation forestière.

La partie s'étendant de la plaine d'Ambohaja jusqu'à la plaine d'Ambohikely et de Bemasoandro constitue le point bas de la zone. Elle est caractérisée par des sols fertiles et argileux favorisées par des résidus de l'eau de la rivière Sisaony.

Elle constitue pour les paysans une large étendue de cultures maraîchères et plus principalement de rizières et de champs de fraises.

c) Hydrographie :

Deux grands fleuves traversent la zone : la Sisaony et l'lkopa. La Sisaony sillonne la partie Sud sur 10km et joue un grand facteur sur la vie des paysans et des agriculteurs. D'une part, elle participe à la fertilisation des sols grâce aux résidus qu'elle y dépose au cours de la montée des eaux, et d'autre part, elle est un réservoir d'eau pour l'irrigation des rizières au début de la saison. Parfois, la Sisaony apporte aussi des dégâts pour la population à cause de l'inondation fréquente qu'elle entretient car sa pente est très faible et son cours plein de sable.

L'Ikopa traverse la partie Nord-Est et constitue la délimitation géographique avec le Fivondronampokontany d'Antananarivo Avaradrano. Elle est moins courte que la Sisaony car sa longueur n'atteint que 4km.

Quelques ruisseaux qui prennent leurs sources dans les vallées aident les agriculteurs dans la pratique des cultures de contre-saison. Parmi eux, on peut citer :

XV- Le ruisseau de Varahina qui occupe la région de Masomboay, d'Andrefandrano, d'Ambohimiadana Nord et d'Ambohibololona ;

XVI- Le ruisseau d'Andavakamalona qui ruisselle les vallées d'Ankazobe, d'Ambohaja et d'Ambohibololona.

d) Végétation, Forêt et Reboisement :

Aucune forêt naturelle n'existe dans la Commune de Tsiafahy. Les variétés des plantes et des végétations sont donc pauvres. Seules les nouvelles plantations et des anciens reboisements tels que les Pinus et les Eucalyptus et ceux entrepris par les paysans locaux en collaboration avec les techniciens du service des eaux et forêt surgissent sur les montagnes et parfois observés sur les bordures de quelques champs.

Ces anciens reboisements villageois de 441ha ont été faits avec le projet Suisse tandis que 37ha sont des reboisements individuels.

L'état végétatif de la Commune de Tsiafahy des 4 années passées connaît une nette amélioration par le fait qu'on a peu enregistré de feux de brousse. Actuellement, presque les deux tiers (2 / 3) de la superficie de la Commune sont recouvertes de bozaka (sorte de steppe).

Chapitre 2 : Aperçus théoriques sur les méthodes d'investigations et définitions du thème :

A- Aperçus théoriques:

1) Généralités :

A Madagascar, le développement agricole et rural est considéré à juste titre comme un enjeu stratégique sur le plan national : 75% de la population vivent en milieu rural et le secteur agricole concerne plus de 60% de la population active.

La modernisation du secteur doit permettre d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, d'une part, de répondre aux besoins des marchés urbains, d'autre part.

2) Cadres théoriques :

- Interactionnisme symbolique :

Lors de notre enquête, nous avons pu remarquer que les habitants de cette Commune sont très rattachés aux valeurs traditionnelles. Il existe un fond commun d'organisation et de valeur pour tous les villageois, il s'agit de la solidarité familiale, c'est-à-dire une solidarité mécanique. Elle est basé sur le « Fihavanana », le respect du pouvoir des parents « Ray aman-dreny » ou bien l'aîné ou les anciens.

Comme disait Durkheim, la solidarité mécanique rend l'ordre social stable. Nous avons pu distinguer que la vie collective des habitants provient de deux sources : « la similitude des consciences et la complémentarité des tâches dans cette société ».

- Individualisme méthodologique :

Weber (Max), Boudon (R) affirment qu'on ne peut expliquer les phénomènes sociaux qu'à la condition de partir des individus dans leurs motivations et de leurs motivations, c'est-à-dire que les individus sont motivés, dynamiques au développement.

Les Sociologues croient d'abord étudier les actions individuelles qui constituent l'élément de base du social puis montrer comment ces actions ont interféré et donnent naissance à un phénomène social. Il y a une interaction effectuée par deux individus ou plusieurs individus. Cette action est appelée « action sociale » et « action rationnelle », c'est-à-dire qu'il y a de bonnes raisons d'agir.

- Approche matérialiste de Marx (K) :

Le matérialisme explique la conscience par l'être. Appliquée à la société humaine, cette doctrine exige qu'on explique la conscience sociale par l'être sociale. D'où le matérialisme historique ou l'application du matérialisme au domaine des phénomènes sociaux. L'évolution des sociétés résulte de l'évolution des conditions matérielles de la vie.

Les paysans possèdent leurs moyens de productions qui sont constitués par les forces productives (ce sont les instruments et les techniques de production, forces de travail des paysans et objets auxquels s'appliquent ce travail) et les rapports de production (ce sont les rapports que les individus nouent entre eux à l'occasion de la production : rapport de propriété, distribution du travail, répartition de la production).

Ce mode de production est essentiel à connaître, car une société est déterminée à la fois par le niveau des forces productives et par l'état des rapports de productions.

3) Méthodologie :

- Techniques :
 - ❖ Techniques vivantes : enquêtes, entretien directif et semi-directif ;
 - ❖ Techniques non vivantes : documentations, ouvrages, audio-visuel ;
 - ❖ Descente sur terrain.

B- Définitions :

1) Développement :

Dans le monde actuel, le terme « développement » est utilisé pour décrire le progrès, l'évolution ou le changement, surtout dans le domaine social et économique d'une vie collective.

Une définition est donnée dans le rapport mondial sur le développement humain de 1991. « Le principal objectif du développement humain est d'élargir la gamme des choix offerts à la population, qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger. L'individu doit également avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et jouir des libertés humaines, économiques et politiques.

La sociologie du développement étudie la dynamique qui affecte des sociétés des pays les moins « avancés » économiquement. Elle a commencé par prendre pour objet les spécificités des sociétés rurales traditionnelles par opposition aux sociétés capitalistes.

La place et la nature de l'Etat dans le processus de développement, après les indépendances nationales, ont été l'objet de diverses recherches. La sociologie du développement met l'accent sur les facteurs tels que le cadre institutionnel, la cohésion sociale et le capital social. Elle s'intéresse notamment aux facteurs multidimensionnels du bien-être.

Le développement s'embrouille souvent avec les progrès scientifiques et technologiques. Or, c'est un processus qui vise à chercher en permanence, dans un milieu donné l'équilibre entre les besoins et les ressources pour jouir d'un niveau de vie convenable. Lorsqu'on parle de développement, on s'attend souvent à des réponses variées telles que :

- Le niveau de vie élevé, c'est-à-dire, le revenu par habitant est supérieur au seuil d'existence ;
- L'élimination de la pauvreté, c'est-à-dire, la satisfaction des besoins alimentaires ;
- La réduction des disparités avec les pays industriels en matière de technologie, de richesse, de pouvoir, de statut, ... ;
- L'indépendance économique et l'autosuffisance alimentaire.

Les facteurs sociologiques qui doivent permettre de jeter les bases d'un développement humain et durable reposent sur le corpus de la société malgache, à travers cet élément historique et sociologique.

L'objectif final de cette étude est de voir comment ce facteur sociologique que nous formulons de nos recommandations, permet d'assurer un développement humain et durable à long terme et par voie de conséquence de diminuer la pauvreté.

Une analyse approfondie de mode de fonctionnement nous a permis de mettre l'accent sur une catégorie d'acteur, celle qui est la première concernée par toutes formes de développement. Nous avons pris en considération les acteurs de base que nous retrouvons en général dans le Fokonolona, une structure sociale qui a évolué dans le temps et dans l'espace surtout à partir de la formation de « Royaume de Madagascar » au XIX^{ème} siècle et de l'impulsion qu'elle a donnée dans tous les pays, pour ensuite être prise par la colonisation puis par les trois Républiques jusqu'à aujourd'hui.

Les ambitions dans le Document Stratégiques pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) pour un développement humain et durable en symbiose avec les objectifs des millénaires dans la réduction en moitié dans 10 ans de la pauvreté à Madagascar sont des enjeux majeurs et font partie du défi que l'ensemble des acteurs du développement (Etat, Secteur privé, Société civile et acteurs de la base) doit définir. Partant des analyses de ces facteurs sociologiques et historiques, nous proposons les indicateurs suivants qui tiendront compte des éléments vitaux de la société malgache pour un développement à long terme :

- Mettre en synergie tous les acteurs concernés par une action de développement ;
- Tenir compte de la spécificité et de l'originalité de chaque groupe socio-ethnique ;
- Prendre en considération la trilogie : Fokonolona – Tanindrazana - Fihavanana ;
- Utiliser selon les situations la capacité de résistance et la faculté d'adoption de la population ;
- Mettre en exergue l'articulation ville – campagne, campagne – ville ;
- Exploiter la potentialité de travail effectuée par les femmes ;
- Mettre en harmonie l'institutionnalisation du Fokonolona par l'Etat avec les aspirations des communautés locales ;
- Exploiter les variables de l'économie populaire dans le processus de développement ;
- Gérer le patrimoine et les ressources.

2) Développement économique :

Madagascar est classé parmi les pays moins avancés à faible revenu et à déficit vivrier. Plus de 70% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté (soit moins de 1\$/jour) et 80% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Dans la catégorie des pauvres, de nombreuses familles n'arrivent pas à gagner plus de 3500 fmg /jour. Les conséquences parmi ces démunis sont très graves : malnutrition, maladie de la peau, tuberculose, analphabétisme, ...

Les gouvernements malgaches, sous la pression des institutions internationales ont été amenés à formuler un plan national de lutte contre la pauvreté qui deviendra le plan stratégique de lutte contre la pauvreté : DSRP en 2001 du développement du pays en lieu et place du Document Cadre du Politique Economique (DCPE) élaboré en 1997.

Nous sommes en présence d'une situation paradoxale car on connaît le potentiel des ressources de ce pays : culture d'exportation, ressources minérales, ressources halieutiques écotourisme qui fait de Madagascar une destination privilégiée. Ajoutons à ce constat une dégradation de l'environnement et de réserves forestières.

La dégradation de l'environnement à Madagascar est étroitement liée à l'aggravation de la pauvreté en milieu : « si les tendances des 20 dernières années se poursuivent jusqu'en 2020, l'expansion des terres agricoles se fera au détriment de 500.000ha des forêts, juste pour maintenir la production de riz au niveau de 1995 ».

3) Développement social :

Il peut être caractérisé par l'élévation du niveau de général, la satisfaction des besoins matériels croissants de la population, la réduction des inégalités et la promotion des groupes dévalorisés.

Les habitants d'une collectivité unissent leurs efforts à ceux des pouvoirs publics pour améliorer leur situation économique, sociale, culturelle en vue d'associer plus étroitement à la vie de la Nation et contribuer ainsi plus largement au progrès de leur région ou de leur village.

4) Développement rural :

Les 80% de la population malgache sont constituées de paysans (vivant dans le monde rural). Une grande proportion de cette population vit malheureusement dans des conditions précaires et difficiles. En milieu rural, la production agricole est supposée être l'activité principale. Comme dans beaucoup de pays du tiers monde, Madagascar ne dispose pas encore de moyens politiques, sociaux, économiques et surtout culturels adéquats pour la gestion de la vie rurale.

Cela peut être expliqué par une scolarisation très faible, un niveau de vie très bas. Ainsi, le domaine de la production reste le problème majeur dans le milieu rural.

Selon les Marxistes, le développement rural se faisait par le passage plus ou moins d'un système de production. C'est-à-dire, prenons l'exemple de l'agriculture : passer de la production de 3 tonnes/ ha à un niveau considérable comme 6 tonnes/ ha.

En second lieu, ils parlent d'un passage d'une transformation sociale à une autre. Ainsi, l'Etat malgache lui-même avance que le développement rural réside plutôt dans la réalisation des plans de développement tels que le Plan Communale de Développement (PCD), le Plan Rural de Développement (PRD), et le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) pour que la population rurale soit elle-même impliquée dans son propre développement. Il y a aussi Madagascar Action Plan (MAP) qui a succédé au DSRP qui s'est vu inefficace.

PARTIE II : LES ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA POPULATION

PARTIE II : Les activités socio-économiques de la population

Dans cette deuxième partie, nous allons analyser les activités socio-économiques de la population dans la commune.

Chapitre 3 : les activités socio-économiques de la population :

A- Situation démographique :

- Le nombre d'habitant, en 31 Décembre 2012 s'élève à 13.324 âmes ;
- La densité démographique est de 228 habitants au km² ;
- Le nombre de ménage est de 2019 ;
- La taille moyenne du ménage tourne autour de 6 à 7 personnes.

a) Tableau 1 : Evolution du nombre de population :

Année	2010	2011	2012
Nombre de population	9.923	11.071	13.324

Source : enquête personnelle, 2014

b) Tableau 2 : Répartition de la population par Fokontany :

Fokontany	Nombre de la population
Ambatolokanga	966
Ambatofotsy	2.477
Ambohaja	664
Ambohibololona	937
Ambohikely	518
Ambohimiadana Nord	490
Andrefandrano	905
Ankazobe	413
Ankorondrano	704
Avarabohitra	1.286
Masomboay	865
Soamanandray	803
Soavina	701
Tsiafahy	962
Vatovaky	633
Total	13.324

Source: enquête personnelle, 2014

C'est le Fokontany d'Ambatofotsy qui constitue le plus d'effectif dans la Commune, après le Fokontany d'Avarabohitra mais les autres sont à peu près les mêmes

c) Tableau 3 : Répartition de la population par sexe :

	Nombre	%
Masculin	5.951	45
Féminin	7.373	55
Total	13.324	100

Source : enquête personnelle, 2014

On remarque que la majorité de la population de la Commune sont des femmes car 55 % sont de sexe féminin

d) Tableau 4 : Répartition de la population par tranche d'âge :

	Nombre	%
0-4 ans	1.126	8
5-14 ans	4.256	32
15-24 ans	1.181	9
25-64 ans	5.295	40
65 et +	1.466	11
Total	13.324	100

Source : enquête personnelle, 2014

B- Activités économiques :

L'agriculture constitue la principale activité économique de la population. Viennent ensuite, parmi les plus importantes, en complémentarité de celle-ci l'élevage et l'artisanat.

La pêche est peu pratiquée malgré la richesse de la Commune en étangs.

1- Agriculture :

Les zones à forte potentialités agricoles de cette commune se situent généralement le long des rivières Ikopa et Sisaony au Sud. Ce sont des plaines fertiles ayant une très grande aptitude à toutes activités agricoles toutefois inondables.

Tableau 5 : Productions et rendements par spéculation :

Spéculation	Superficie cultivée (ha)	Rendement (ha)	Production (tonnes)
Riz	862	1,50	1.293
Maïs	60	2	120
Manioc	250	12	3.000
Haricot	125	1,20	150
Pomme de terre	0,35	20	7
Patate douce	12	8	96
Saonjo	0,45	15	6 ,75
Brèdes	24,10	9,70	233,50
Tomates	3,50	20	70
Carottes	0,48	28,80	13,84
Arachide	1 ,70	1	1,70
Fraise	48	6	288
Petits pois	56	2,50	140

Source : enquête personnelle, 2014

La riziculture représente la principale activité agricole de la commune. Il s'agit de la riziculture irriguée de bas-fond pratiquée dans l'ensemble des périmètres. A part la pratique du repiquage en ligne, les modes de cultures restent traditionnels. En plus, les matériels de production utilisés sont encore en général rudimentaires sauf pour quelques agriculteurs plus ou moins aisés qui possèdent de herse, pelles, sarcleuses et de charrues.

L'exiguïté des parcelles de rizière s'ajoute à ces problèmes.

Dans la plupart des cas, la production rizicole est destinée à l'autoconsommation et n'arrive à tenir que pendant cinq mois et demi à six mois par an.

En ce qui concerne les cultures de contre-saison, on peut citer parmi les plus pratiquées : les petits pois, les pommes de terre, les tomates, les carottes, les haricots et les brèdes.

Ces cultures légumières sont en général destinées à la consommation.

Les cultures vivrières se situent sur les baiboho et /ou sur tanety. A part les maïs et les arachides, existent les cultures de types racines et tuberculeuses comme les patates douces, le saonjo et le manioc. Ce dernier est la spéculacion la plus pratiquée par bon nombre d'agriculteurs et la plus répandue sur la majorité des tanety.

Ces cultures servent d'alimentation des bétails et de complément d'alimentation humaine pendant la période de soudure. Une infime partie de la production seulement est destinée à la vente.

La culture de fraise fait la renommés de la Commune de Tsiafahy. En effet, elle est l'une des principales sources de revenus des paysans de cette commune. Sa culture se fait sur le long des cours d'eau et sur les rizières après la récolte. La production est presque entièrement destinée à la vente.

D'autres arbres fruitiers (les pêchers, les manguiers, les bibassiers,...) sont aussi parus autour des villages, sur les bas de pente et au niveau des vergers mais leur pratique reste encore très limitée malgré l'aptitude des sols à l'arboriculture fruitière.

Il faut également signaler que l'horticulture est très répandue dans les Fokontany d'Ambatolokanga et de Vatovaky. Les fleurs dans la plupart des cas sont vendues à Anosy et constituent une part de revenu non négligeable pour la population de ces zones.

Les principaux ennemis des cultures sont les borers, les poux de riz, l'hétéronychus, les rats et les insectes terricoles.

Tandis que la piriculariose, la fusariose et les champignons en constituent les principales maladies.

Côté encadrement, seul un technicien du service de l'Agriculture s'occupe de la Commune de Tsiafahy et de celle d'Ambohijoky.

Enfin, les prix des engrais, des produits phytosanitaires et des matériels agriles, et encore faut-il qu'ils existent localement, coûtent très chers et ne sont pas à la portée des paysans.

2- Elevage :

C'est une activité secondaire qui contribue faiblement dans les revenus des ménages.

Tableau 6 : activités secondaires

Cheptel	Effectif
Bovin	1.570
Porcin	411
Poulets et volailles	16.980
Lapin	675

Source : enquête personnelle, 2014

Les bovidés sont parqués dans les parcs à bœufs notamment le soir et sortent de ces enclos la journée pour errer dans les jachères suite à l'insuffisance de pâturage.

Les problèmes d'alimentation sont des facteurs bloquants pour ce type d'élevage car les bœufs ne reçoivent que du manioc comme complément d'aliments.

En plus, les maladies bovines comme la bilharziose, le charbon symptomatique, la douve du foie, la tuberculose, la diarrhée sont très fréquentes.

En général, les bœufs sont utilisés pour alléger les travaux agricoles et sont rarement vendus. L'évolution de l'effectif est presque nulle.

L'élevage porcin est assez faible en raison de la conséquence de la prolifération de la maladie peste porcine africaine, de la maladie de cysticercoses, et de la pneumonie. Une minorité de la population élève des porcs de race locale à cause des problèmes d'alimentation et d'amélioration génétique.

Presque la totalité des ménages pratiquent de l'aviculture. Les volailles sont composées de poulets de race locale, d'oies, et de canards. Les volailles ne reçoivent pas d'alimentation particulière, celle-ci est seulement constituée du reste de la nourriture humaine et de ce qu'ils trouvent dans la nature. La peste aviaire, le choléra aviaire, la variole sont les principales maladies recensées.

La pratique de cet élevage est considérée comme une habitude pour chaque foyer qui dispose au moins de 8 volailles.

On recense également l'élevage de lapin mais sa pratique reste encore très limitée.

Seul un technicien du Service de l'Elevage tenant le Poste vétérinaire à Ambatofotsy assure l'encadrement de la Commune d'Ambatofahavalo, de la Commune d'Ambalavao et de celle de Tsiafahy. En plus, ce Poste ne dispose pas ni de médicaments ni de réfrigérateur pour conserver les vaccins.

Toute la partie du Sud du Fivondronampokontany d'Antananarivo Antsimondrano est assurée par un vétérinaire.

Aucun centre de reproduction n'a été créé, aucun couloir de vaccination n'a été mis en place.

L'abattoir n'existe pas mais on recense une tuerie à Ambatofotsy.

3- Pêche :

La pêche n'est pas très exploitée malgré l'existence des divers plans d'eau dans la commune. 52 lacs et étangs se sont répartis à l'intérieur de la commune dont la majorité sont concentrés dans la région Zafimbazaha et le long de la rivière Sisaony.

Parmi les grands lacs, on peut citer Andranonondry, Masontsora, Fotsara, Ambodivary, Dobon-dRadama.

Entre autre, le lac Andranonondry situant au Sud-Ouest de la commune fait jouir trois communes voisines de l'activité de pêche dont 20 familles issues de la commune de Tsiafahy.

Seulement le lac Ambodivary à Ambatofotsy est aménagé à destination touristique et de loisir par un opérateur économique privé et la pêche y est réservée aux visiteurs.

Il y également 18 familles de la commune qui pratiquent de la rizipisciculture malgré l'existence de ces divers lacs.

4- Industries :

Il n'y a pas de véritables industries de transformation dans la commune. Par contre, on recense à Ambatofotsy deux scieries, trois décortiqueuses et une Entreprise de bâtiment et à Tsiafahy deux décortiqueuses. Les deux scieries emploient six personnes au total tandis que l'Entreprise de bâtiment utilise 34 employés.

5- Artisanat :

Tableau 7 : Parmi les types d'artisanat les plus pratiqués, on peut citer :

Types	Nombre de famille
Couture et broderie	117
Tissage	17
Vannerie	40
Briquetterie	97
Maçonnerie	13
Menuiserie	3
Coiffure	4
Soudure électrique	1
Vulcanisation, batterie	2

Source : enquête personnelle, 2014

Les produits issus de la broderie sont généralement vendus à Antananarivo mais arrivent également jusqu'à La Réunion et à l'île Maurice.

6- Commerce :

Deux grossistes patentés basés à Ambatofotsy assurent le ravitaillement de la population en produits de première nécessité.

Des petites épiceries détaillantes existent dans chaque Fokontany. Au total, on note la présence de 96 détaillants dont 38 ne sont pas patentés.

Un centre d'approvisionnement en semences, en produits phytosanitaires et en produits vétérinaires se trouve à Ambatofotsy. Les produits qu'on peut y trouver couramment sont : semences légumières, décis, karaté, ultracide, paraphène, dovenix, AD3, Ditavet, Caiemisol, Alfamisol.

7- Tourisme et Hôtellerie :

Tableau 8 : Les sites les plus visités surtout par les gens d'Antananarivo sont :

Sites	Attractions
Ambonin'ny tunnel	Kaki
Antetezana Avaratra	Lieu de rencontre des promeneurs
Masontsora	Pêche, Ala kesika
Station forestière de la Sisaony	Ala kesika, Lac
Morafeno	Rivière, pêche et plage de sable
Ambodivary	Lac

Source : enquête personnelle, 2014

Le Carat dirigé par un natif de la Commune se situe au bord du Lac Ambodivary et est reconnu internationalement, donc visité fréquemment par les nationaux et les touristes étrangers.

Cet Hôtel Restaurant dispose de neuf (9) bungalows, dix (10) chambres, un (1) restaurant, une (1) salle de conférence et met à la disposition des clients divers loisirs. Il emploie onze (11) personnes.

8- Mine :

On retrouve des traces de graphite et d'or à Antevana (Fokontany de Soavina) et à Ambohimiadana et de mica à Ankorondrano mais qui ne sont pas exploités car les quantités disponibles n'en valent pas la peine.

9- Transports :

KOFIAVO est la seule coopérative de transport qui dessert la Commune des autres zones avoisinantes (Ambalavao, ambatofahavalo et Antananarivo).

10-Infrastructure physique :

Communication et Télécommunication :

64% des ménages disposent d'un poste radio. Presque tous les Fokontany peuvent capter les chaînes disponibles à Antananarivo.

Seulement, 7% de la population ont un poste téléviseur. Généralement, les chaînes existantes à Antananarivo peuvent être captées au niveau de l'ensemble de la Commune, mais le problème réside dans l'inexistence d'électrification pour certaines localités.

La Carat a un fax.

C- Données sociales :

1- Tableau 9 : Enseignement et Education :

Niveau	Nombre d'établissement	Nombre de salles de classe	Nombre d'enseignants	Nombre d'étudiants
Précolaire	4	4	4	86
Primaire Privé	7	28	21	525
EPP	13	61	45	1938
CEG	1	8	17	281
6 ^{ème} – 3 ^{ème} Privé	2	5	10	72
2 ^{nde} – Terminale Privé	1	1	6	2

Source : enquête personnelle, 2014

Soamanandray et Ankazobe sont les seuls Fokontany qui n'ont pas leurs EPP.

Pour le primaire public, en moyenne :

Un enseignant s'occupe de 43 élèves (contre un enseignant pour 25 élèves pour le primaire privé). A priori, on peut dire que le nombre d'enseignants est

suffisant mais 36% des enseignants (16 sur 45) sont à la charge de l'Association des parents d'élèves ou FRAM (Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra) ;

19 élèves occupent une salle de classe, mais l'état de la plupart des EPP (11 sur 13) laisse à désirer.

Une bibliothèque et une cantine scolaire existent dans la Commune (dans le Fokontany d'Ambatofotsy).

Le taux de scolarisation est relativement élevé : 80 à 90% des élèves scolarisables sont scolarisés. Mais le niveau de l'enseignement est assez bas car la plupart des enseignants n'ont pas acquis des formations pédagogiques adéquates.

Le manque de matériels didactiques et de documents pédagogiques s'ajoute à ce problème.

On constate également au sein de la Commune une diminution notable du nombre d'élèves dès qu'ils montent au niveau secondaire pour deux principales raisons :

- Les parents qui ont les moyens financiers nécessaires envoient leurs enfants soit à Andoharanofotsy soit à Antananarivo ou il y a des établissements scolaires plus performants ;
- Certains élèves abandonnent l'école après le primaire, faute de moyen, pour aider les parents dans l'exploitation agricole.

Tableau 10 : Répartition des élèves par sexe :

	Nombre	%
Garçons	1.483	51
Filles	1.421	49
Total	2.904	100

Source : enquête personnelle, 2014

Il n'y a pas de discrimination de sexe de la part des parents quant à l'enseignement des enfants. Au même titre que les garçons, les filles ont le privilège d'aller à l'école.

Tableau 11 : Réussite aux examens officiels :

	Nombre d'inscrits	Nombre d'admis	Taux de résultat (%)
CEPE	283	162	57
Sixième	262	120	46
BEPC	46	39	85
Seconde	46	13	28

Source : enquête personnelle, 2014

2- Tableau 12 : Santé :

	CSB II	Dispensaire privé	Cabinet médical privé	Dentisterie
Médecin	1	1	1	1
Sage- femme	1	0	0	0
Infirmier	1	0	0	0
Nombre de lits	13	0	0	0
Fréquentation sanitaire	5.158 malades/an	108 malades/an	92 malades/mois	18 malades/mois

Source : enquête personnelle, 2014

Tous ces établissements sanitaires sont contrôlés à Ambatofotsy. Par contre, un autre Centre de Santé (CSB II) vient d'être installé à Ambohimiadana en 2001 et sera fonctionnel cette année.

Le traitement des informations contenues dans ce tableau permet de mettre en exergue les ratios suivantes :

- Un médecin pour 4.441 personnes ;
- Un dentiste pour 12.198 personnes ;
- Une sage-femme pour 1.744 femmes ;
- Un infirmier pour 13.324 personnes.

On recense dans la commune :

- Huit (8) guérisseurs traditionnels qui interviennent en tant que masseurs et lors des piqûres des insectes (ody biby) ;
- Vingt-trois (23) matrones.

Les maladies les plus fréquentes sont (par ordre d'importance) : le paludisme, la diarrhée, la toux et la maladie respiratoire.

3- Sports et loisirs :

Dans la Commune, il y a onze (11) espaces pour servir de terrain de football et trois (3) terrains de basketball. Mais seul le terrain de football à Ambodivary près du lac et le terrain de basketball devant le bureau de la commune en terre battue et en bonne état peuvent être considéré comme de véritables terrains de sport.

Le football reste le sport favori des jeunes.

Chaque année lors des fêtes du 26 juin, la commune encourage les équipes de football et de basketball locales à participer à la coupe du Firaisana.

Trois (3) salles de projection de vidéo se trouvent à Ambatofotsy.

4- Infrastructures sociales :

- a) Adduction d'eau potable :po

On recense dans la Commune :

XVII- Douze (12) bornes fontaines (5 dans le Fokontany d'Avarabohitra, 5 dans le Fokontany de Tsiafahy et 2 dans le Fokontany de Soamanandray) ;

XVIII- Cent soixante-huit (168) puits (lava-drano).

L'eau consommée par la population provient de l'adduction gravitaire, de puits domestiques (lava-drano), de sources et de rivières.

Tableau 13 : Pourcentage de la population utilisant chaque type d'eaux :

AEP	Puits	Source	Rivière
0,3%	9,5%	79,3%	0,9%

Source : enquête personnelle, 2014

Les Fokontany d'Ambatolongaka, de Soavina et d'Ankazobe ne consomment que de l'eau provenant des sources.

Une partie de la population des Fokontany de Tsiafahy et de Soamanandray utilisent encore les rivières comme eau de consommation.

b) Electrification rurale :

Le chef-lieu de la Commune, le Fokontany de Tsiafahy et de celui de Soamanandray bénéficient de l'électrification par ménage et non pas publique.

Des tractations auprès au niveau des départements ministériels concernés ont été entreprises quant à l'électrification du Fokontany d'Ambohaja.

c) Tableau 14 : Barrages :

Lieux d'implantations	Fokontany concernés	Superficie irriguée (ha)	Observation
Ankarefo	Avarabohitra	12	
Ankazobe	Ankazobe	2,5	
Andranonandriana	Andrefandrano	30	Barrage endommagé
Ambohimamory	Tsiafahy	15	Une pelle de vanne mais pas un barrage

Source : enquête personnelle, 2014

Seulement 7% des rizières bénéficient d'irrigations plus ou moins maîtrisable.

d) Marché :

La Commune n'a pas de marché hebdomadaire fonctionnel.

Les gens font leur marché soit à Ambatofahavalo soit à Antananarivo.

5- Tableau 15 : Associations paysannes :

Noms	Fokontany	Formelle (oui ou non)	Activités	Nombres des adhérents
TSIMOKA	Ambohibololona	Non	Production fraise	15
EZAKA	Ankorondrano	Oui	Production fraise	600
EZAKA	Tsiafahy	Oui	Agriculture	35
FITARATRA	Ankorondrano	Non	Agriculture	40
VONONA	Ambatofotsy	Oui	Production fraise, pomme de terre, tabac	16
TARATRA	Soavina	Oui	Agriculture	25
AVOTRA	Ambohaja/Ankazobe	Oui	Pépinière	10
FOFIAF	15Fokontany	Oui	Culture de contre saison	
FITARATRA	Ankorondrano	Non	Elevage de bovidés et aviculture	40
MIAVOTRA	Soavina	Non	Elevage porcin	15

Source : enquête personnelle, 2014

En général, les groupements manquent de formation en socio-organisation. En effet, il y a des groupements qui se constituent uniquement suite à l'opportunité offerte par les partenaires techniques et financiers (cas des groupements du FOFIAP).

6- Dina :

Les Dina élaborés au niveau de la Commune et se rapportant sur la sécurité, sur la propreté, sur les travaux communautaires, sont disponibles au niveau de tous les Fokontany. Par contre, les autorités responsables n'osent pas appliquer les sanctions aux détaillants par peur de la « société » (fiaraha-monina).

7- Valeurs culturelles :

Religion :

Diverses pratiques religieuses coexistent dans la Commune sans poser de problème ni aux pratiquants ni au fonctionnement de la société : Jesosy Mamonjy, Rhema, Ara-pilazantsara, Adventiste, Toby masina fifankatiavana, Ndao hifanohana, Pentecôtiste, Luthérien, FJKM, Catholique.

Par contre, la population est à majorité protestante et catholique.

Au total, on recense vingt-cinq (25) temples dans la Commune.

8- Tableau 16 : Les intervenants :

Organismes	Activités	Fokontany
FDP (projet terminé depuis 2000)	Reboisement, pépinière	Tous les Fokontany
Fonds d'Intervention pour le Développement (FID)	Route, AEP, Barrage	Ambohibololona, Tsiafahy, Soamanandray, Ankazobe
Action Environnement Développement (AED)	Amélioration de l'enseignement et des établissements scolaires	Ankorondrano, Tsiafahy, Ambatolokanga, Soavina, Ambatofotsy
Sekoly Maitso	Amélioration de l'enseignement et des établissements scolaires	Ankorondrano, Ambatofotsy
SAHA	Développement rural	Ankorondrano, Ambatofotsy
Surveillance et Education des Ecoles et des Communautés en matière d'Alimentations et de Nutrition Elargie (SEECALINE)	PNC : Programme de Nutrition Communautaire PNS : Programme de Nutrition Scolaire	Ambohibololona, Ambohimiadana, Soamanandray, Ankorondrano, Tsiafahy, Ambatolokanga, Ambohaja, Ambatofotsy, Soavina
Association Nationale d'Actions Environnementales (ANAE)	Conservation des sols et développement rural	Ankazobe
Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole de Madagascar (CECAM)	Epargne et crédit	Sis à Ambatofotsy et comprenant 226 membres
Vonjy Aina	Education/Formation des orphelins	Ambatofotsy
Social Jeanne Delanoue	Education/formation des populations pauvres	Ambatofotsy

Source : enquête personnelle, 2014

On peut dire que plusieurs organismes interviennent dans chaque Fokontany de la Commune étudiée

Les services techniques suivants interviennent au profit de l'ensemble de la population de la Commune :

- ❖ Agriculture ;
- ❖ Elevage ;
- ❖ Eaux et forêts ;
- ❖ Santé ;
- ❖ Enseignement ;
- ❖ Poste.

9- Sécurité :

Il existe un Poste avancé de la Gendarmerie basé à Ambatofotsy qui dispose d'un effectif total de quatre (4) gendarmes.

Mais en plus de la Commune de Tsiafahy, ce Poste avancé s'occupe également de la Commune d'Ambalavao.

Le fameux « Fonjan'ny Tsiafahy » (Centre Pénitencier de Tsiafahy) se trouve dans le Fokontany d'Avarabohitra. Vingt-cinq (25) policiers pénitentiaires assurent la gestion de ce centre.

Chaque Fokontany a cinq (5) quartiers mobiles et dispose d'une structure d'andriamasompokonolona.

Le DINA en matière de sécurité existe mais son application reste lettre morte.

L'insécurité réside essentiellement dans le vol de récolte sur pied, le vol de bovidés, le vol des volailles et dans l'infraction de domicile.

10- Administration de la Commune et fonctionnement/ Compte administratif :

Trois (3) organes principaux interviennent dans la gestion de la Commune :

a) Conseil communal :

Le conseil communal, élu pour quatre (4) ans, est composé de quatorze (14) membres au total dont un Président, un Vice-Président et Douze (12) conseillers.

Le conseil est chargé de la délibération des propositions et projets soumis par le bureau exécutif, ainsi que des grandes questions et orientations touchant les activités au niveau de la Commune.

b) Organe administratif :

Le bureau exécutif avec à sa tête le Maire, quant à lui, est chargé de l'exécution des délibérations prises au niveau du Conseil communal.

Il a également pour rôle de préparer les projets et prévisions budgétaires de la Commune.

Le chef de l'exécution communal a également certaines attributions propres comme celle de représenter la Commune auprès de toutes institutions et partenaires de développement, ou de prendre certaines décisions importantes liées au développement de la Commune.

Le Maire de Tsiafahy, dans l'accomplissement de ses tâches, est épaulé par :

- 2 Adjoints au Maire ;
- 1 Secrétaire- Trésorier ;
- 1 Secrétaire Général ;
- 1 Secrétaire d'Etat civil ;
- 1 Gardien ;
- 1 Gardien du CSB ;
- 1 Dispensateur.

c) Délégation administrative d'arrondissement :

Le délégué d'arrondissement est un fonctionnaire de l'Etat, nommé pour le représenter au niveau de la Commune.

Cet agent de l'Etat a pour mission de veiller au respect de la légalité des actes et délibérations prises au niveau de la Commune.

A noter, d'autre part que des Présidents du Comité Local de Sécurité (PCLS) chargés de l'administration au niveau des Fokontany interviennent également au niveau de la Commune. Ces personnes sont nommées par arrêté de la Sous-Préfecture sur proposition du délégué d'Arrondissement.

Côté logistique, une grande et quatre (4) salles constituent le bureau de la Commune.

Elle dispose aussi de cinq (5) machines à écrire fonctionnelles.

Tableau 17 : sources administratives

Recettes		Dépenses	
	Montants (fmg)		Montant (fmg)
Fonctionnement	87.206.780	Fonctionnement	79.116.231
Subvention, don de l'Etat	57.045.575		
Taxes, ...	30.161.205		
Investissement	122.606.205	Investissement	114.171.116
Subvention, don de l'Etat	121.815.509		
Fonds propre de la Commune	790.696	Solde de l'exercice	16.525.638
Total	209.812.985		209.812.985

Source : enquête personnelle, 2014

La capacité propre d'investissement de la Commune est très faible. En effet, 99% du montant des recettes d'investissement proviennent de l'Etat.

Le fonds propre de la Commune n'arrive même pas à financer la moitié de son fonctionnement.

Sur les 70.177.001 fmg des taxes prévues à prélever, 30.161.205 fmg seulement ont été effectivement recouverts : ce qui représente un taux de recouvrement de 43%.

D- Apports du projet sur la riziculture :

I- CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel :

1) Définition :

Dans la Commune rural d'Ambatofotsy, le CECAM est l'unique organisme de micro-finance qui travaille sur place. Elle est connue par les ruraux à travers quelques offres : Epargne- Emprunt et Crédit.

Notre réflexion s'oriente plus sur la notion de « culture de crédit et de participation rurale différenciée » par rapport à l'accès à cette institution.

En théorie, la présence d'un tel organisme signifie un appui et un soutien aux diverses activités économiques du monde rural en vue d'augmenter le revenu par la

possibilité de s'octroyer « un fond d'investissement ». Pour les paysans, ils peuvent soutenir les activités agricoles, en amont et en aval, et même des activités extra-agricoles à travers les AGR (Activités Génératrices de Revenu) en vue de réduire la pauvreté rurale qui commence par le manque d'investissement.

Nous n'avons pas pu avoir plus de données quantitatives car les responsables de la CECAM ont évoqué le « secret bancaire » afin de préserver la confidentialité de certaines informations.

2) La culture de crédit :

Que ce soit par des usiniers, des créanciers ou encore par le système du « vary maitso » et actuellement l'arrivée des organismes de micro-finance, la notion de crédit n'est pas une nouveauté pour beaucoup de ruraux. L'obligation de s'endetter s'accroît notamment lors de la période de soudure et touche tous les agriculteurs sur le non auto suffisant alimentaire.

Pour l'année 2013, la CECAM d'Ambatofotsy compte 30 adhérents avec 10 membres actifs dont 70% créditeurs contre 30% épargnants ; ce fait témoigne déjà de la réalité d'un problème socio-économique dans ce milieu.

3) La famille dans le système :

Pour le gérant de la CECAM, quelques problèmes d'ordre organisationnel ont renforcé cette difficulté d'implantation.

A tout début, elle a été prise par défaut à cause de quelques clients qui ont souscrit des « hypothèques fictifs » à l'exemple de faux papiers de bœufs « Bokin'omby sandoka ». Leur insolvabilité a conduit au recours à la puissance publique/ la gendarmerie afin de les obliger à honorer l'engagement pris. La démarche est donc tout à fait légale. Par conséquent, beaucoup de ruraux sont devenus sceptiques lorsqu'on leur parle de la CECAM ;

4) L'accès au financement de la CECAM :

Avec un taux cumulé mensuel de 3% et 1 délai minimum de 5 mois, les agriculteurs n'arriveront pas à tout rembourser sans un investissement fructueux. La clé de cette réussite réside dans la capacité des prêteurs à rentabiliser un prêt pour investissement. Cette certitude nous amène à considérer un point important : la capacité de gérer. Largement admis par les ruraux (enquête par questionnaires), le besoin d'un minimum de connaissance et de savoir-faire en gestion est une des conditions primordiales pour y réussir alors que le niveau d'instruction en milieu rural laisse à désirer.

Par conséquent, on peut déduire que le cas d'échec que cet organisme a rencontré provient du fait que les emprunts n'ont pas été utilisés dans le bon sens. Souvent, les ruraux empruntent par nécessité et non pour investir. Dans un tel cas de figure, les dettes sont augmentées et le client perdra logiquement son bien mis en hypothèque.

Selon le gérant, « 1,3% des prêteurs n'ont pas pu rembourser dans l'échéance sous prétexte de maladie de mort dans la famille ou de cataclysme ».

Pour réussir à rentabiliser un emprunt avec l'intérêt que cela comporte, il faut en plus d'un bon projet, un minimum de notion de gestion et de comptabilité. Ces conditions font défaut dans les milieux ruraux. Il y a aussi une condition première : avoir des biens à mettre en hypothèque.

Tous ces paramètres font que l'accès à la micro-finance se fait par « sélection naturelle » ; ces conditions ne sont remplies que par une petite frange de la population rurale comme nos récits de vie en témoignent.

Finalement, le fait que ce sont les mêmes personnes qui reviennent au sein de la CECAM est assez logique.

5) Le GCV/ CECAM : le Grenier Communautaire Villageois de la CECAM :

GCV, « Sopitra lombonana ou Grenier Commun », ou encore « Manidy Vary ou Stockage de Paddy » le système offre aux riziculteurs, une possibilité d'obtenir un prêt qui équivaut à la valeur de leur paddy stocké dans un lieu Co-surveillé par la CECAM et les membres. Ces derniers pourraient rembourser leur prêt s'ils le souhaitent, moyennant un taux de 2 à 3% mensuel, un délai de 6 mois et prendre le paddy qui servait de garantir.

L'avantage reste l'argent liquide que l'on peut investir sans forcément perdre la production rizicole.

Pour pouvoir y prendre part, le riziculteur doit être membre actif de la CECAM (- de 60 ans). Dans la réalité, le GCV/ CECAM n'attire pas beaucoup de riziculteurs. Il y a eu 30 personnes membres en 2010, 40 en 2011 et un taux qui sera revu à la baisse pour l'année 2011, suite à la stabilité relative du prix du riz en 2010. En ce qui concerne les adhérents, la majorité est constituée par les « Mpanjifa vary » ou collecteurs/ revendeurs des riz, c'est-à-dire les commerçants locaux.

Pour résumer, on peut affirmer que la réussite du GCV/ CECAM dépend entièrement de la fluctuation du prix du riz sur le marché. Sans une tendance à la hausse, les clients ne pourraient faire des bénéfices une fois le paddy récupéré. En plus, il faudrait un projet fiable pour fructifier l'argent obtenu.

Il profite en particulier, à la bourgeoisie locale soucieuse d'investir et de dominer la filière riziculture : production, collecte et vente. Si les conditions sont favorables, ces personnes en tiennent un double avantage : de l'argent liquide à investir, une garantie et une sécurité pour le stock. Pour les paysans riziculteurs, leur capacité pour mener à terme un investissement est la seule condition pour pouvoir reprendre le paddy.

Sur l'instauration d'un organisme de micro-finance en milieu rural, quelques réflexions sont à considérer. L'un des facteurs qui handicape les paysans se situe au

niveau du « taux régressif » qu'on y pratique. Un petit retard sur l'échéance suffit pour qu'ils y laissent leurs biens mis en hypothèque.

En réalité, on ajoutera en plus du montant du prêt, la valeur de l'intérêt (multipliée par la durée du retard sur l'échéance) et les pénalités incluses dans les clauses. Le montant final à rembourser augmentera de ce fait d'une manière considérable. De même, le taux d'intérêt de 3% que la CECAM pratique dans le milieu rural est largement supérieur à celui pratiqué par la banque centrale de Madagascar qui est de 15% annuelle même si cela reste encore légal.

II- Tableau 18 : Participation des ruraux à la CECAM :

Le tableau ci-après présente l'adhésion des ruraux à cet organisme de micro-finance :

Adhérents	Oui	Non	Total
Effectif	10	20	30
%	33,3%	66,6%	100%

Source : enquête personnelle, 2014

- 66,6% des enquêtés ne sont pas membres de la CECAM ;
- 33,3% des enquêtés sont membres de la CECAM.

Ils sont soit des épargnants, soit des emprunteurs.

La CECAM met à la disposition des emprunteurs un « crédit famokarana » ou crédit de production, un produit de construction, un crédit social et enfin, le GCV/CECAM.

D'après les résultats ci-dessus, les ruraux ne semblent pas être très attirés par cette institution. Nous avons choisi de faire le « récit de vie » de quatre (4) membres que nous avons enquêtés.

1) Ceux qui sont membres de la CECAM :

❖ N°1 :

Un homme résidant à Ankorondrano, fonctionnaire et agriculteur qui a une surface de 30 ares. Nous avons fait appel à la mesure habituelle des ruraux pour recueillir les informations sur ce point.

Type de crédit : exemple : construction ;

Intérêt mensuel prélevé par la CECAM : 20% ;

Biens mis en hypothèque : télévision et 3 charrettes ;

Echéance : 10 mois ;

Remboursement : mensuel ;
Projet d'utilisation : achat et vente de paddy ;
Montant total à rembourser : 900.000 Ar.

❖ N°2 :

Un fonctionnaire, agriculteur et éleveur résidant à Amparafara, membre actif au sein de la CECAM : épargnant et emprunteur membre du GCV :

Type de crédit : crédit « famokarana » ou de production ;
Utilisation : achat et vente de paddy, achat de matériel agricole ;
Remboursement mensuel avec 3% d'intérêt ;
Surface de rizières cultivés : 80 ares ;
Montant de l'emprunt : 700.000ar.

❖ N° 3 :

Commerçant, agriculteur, membre actif au sein de la CECAM :

Montant de l'emprunt : 500.000ar ;
Type de crédit : production ;
Utilisation : achat et vente de paddy d'intrants et de semences ;
Remboursement : mensuel ;
Surface de rizières cultivées : 25 ares.

❖ N°4 :

Fonctionnaire, agriculteur et éleveur :

- XIX- Montant de l'emprunt : 200.000ar ;
- XX- Type de crédit : production ;
- XXI- Utilisation : financement de l'exercice de production, achat d'intrants chimiques ;
- XXII- Remboursement : mensuel avec 3% d'intérêt ;
- XXIII- Surface de rizières cultivées : 3 hectares.

Les hypothèses suivantes se sont dégagées de notre entretien. Le taux d'intérêt fixé à 3% ne pose pas trop de difficulté pour le remboursement si le projet fonctionne comme prévu. Ici, l'aspect de la « gestion » apparaît très clairement : conception, évaluation des coûts, mise en œuvre. Pour les ruraux, un emprunt auprès de la CECAM devient risqué car souvent ils empruntent pour pouvoir rembourser une quelconque dette ou pour renforcer un manque. En général, deux

(2) conditions primordiales devront être remplies avant de demander du crédit : une maîtrise de la notion de « gestion » et un emprunt qui va dans le sens de l'investissement ;

Lorsque l'emprunteur n'arrive pas à honorer son contrat, à l'exemple d'un retard de paiement, l'intérêt fixé mensuellement devient hebdomadaire. Dans ce cas, il perdra son bien mis en hypothèque. Souvent, ces deux (2) conditions citées ci-dessous ne sont pas remplies ; ce qui entraîne des complications. Enfin, notre enquêté pense que ce n'est pas loyal d'engager dans un prêt des paysans dont le niveau d'instruction laisse souvent à désirer.

2) Pour ceux qui ne sont pas membres de la CECAM :

- 66,6% des paysans enquêtés sont concernés par cette question. Ils ne sont pas membres de la CECAM ;
- Les réponses obtenues sont des plus variées et de l'ordre qualitatif. Nous les classerons selon la fréquence à laquelle les enquêtés les cite:

10 individus affirment qu'ils ne veulent pas s'endetter ;

5 ont avancé leur réticence à signer un contrat ;

2 ont répondu ne pas posséder de biens à mettre en hypothèque ;

2 d'entre eux affirment être incapables de gérer ;

Pas intéressé ;

Limité par son âge avancé ;

Le CECAM profite des paysans ;

Le taux d'intérêt est trop élevé ;

Privilégier l'indépendance ;

Non informer de l'existence des produits offerts par la CECAM.

3 idées semblent sortir du lot quant à la raison pour laquelle les paysans n'adhèrent pas à la CECAM. D'abord, l'envie de rester indépendant les pousse à fuir l'endettement pour quelques raisons que ce soit. Ensuite, toujours dans ce même fil d'idée, la réticence à signer un contrat. Ils ont connaissance de l'implication et de l'engagement que l'on prend avec un tel acte. Enfin, en affirmant ne pas avoir de biens à mettre en hypothèque, les paysans n'aiment pas tout simplement.

III- Le Système simple de Riziculture Intensif (SRI) et le Système Riziculture Amélioré (SRA) :

Le choix de la riziculture est relatif aux informations de la sociographie qui la place au premier rang des cultures les plus pratiquées par les paysans. De plus, le

riz est à la base de l'alimentation des Malgaches. C'est le principal produit de nécessité ; par conséquent, la riziculture est la base de l'agriculture dans le milieu rural.

A Madagascar, 75% des ménages ruraux sont agriculteurs pour l'année 20002. Pour cette même année, 63% des ruraux ont cultivé le riz. La pratique de la riziculture reste traditionnelle (ketsa saritaka).

L'habitude des riziculteurs reste le repiquage en foule et l'utilisation de pépinière de plus de 2 mois. Le fertilisant naturel ou « zezi-pahitra » fait encore l'unanimité auprès des riziculteurs contre l'utilisation des engrais chimiques et fertilisants chimiques (NPK et Urée). De même, les nouvelles techniques rizicoles telle le « SRI » et le « SRA » ne sont pas très répandues.

En ce qui concerne les moyens de productions, la bêche est plus utilisée que les autres outils considérés comme plus modernes : motoculteurs, tracteur agricole.

Tableau 19 : Attachement des riziculteurs aux techniques de productions :

	SRI	SRA	Moderne/tradition	Traditionnelle	Total
Effectif	7	4	3	11	25
%	28%	16%	12%	44%	100%

Source : enquête personnelle, 2014

44% des enquêtés ne pratiquent pas encore les nouvelles techniques rizicoles ;

28% pratiquent le SRI ;

16 optent le SRA ;

Seul 12% cumulent la technique moderne et technique en matière de riziculture.

Chapitre 4 : bilan du diagnostic participatif et les principaux problèmes :

A- Tableau 20 : Atouts/ Forces et contraintes/ Faiblesses/ Problèmes de la Commune :

Secteurs		Atouts/ Forces	Contraintes/ Faiblesses/ Problèmes
SOCIAL	Population	<ul style="list-style-type: none"> • population jeune constituant une grande force de production ; • population généralement en bonne santé 	<ul style="list-style-type: none"> • exode rural (à cause de la proximité de la Commune de la ville d'Antananarivo) entraînant une baisse de la quantité de la main d'œuvre agricole ; • manque (et/ou mauvais état) d'infrastructures de loisirs, de sports, et de distractions
	Santé	<ul style="list-style-type: none"> • existence d'établissements sanitaires publics et privés ; • existence de personnels de santé qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> • établissements sanitaires tous concentrés à Ambatofotsy ; • médecin d'Etat résidant hors de la Commune ; • inexistence d'eau courante au niveau du CSB II

Secteurs		Atouts/Forces	Contraintes/faiblesses/problèmes
	Enseignement et Education	<ul style="list-style-type: none"> • existence de nombreux établissements scolaires publics (13 EPP et un CEG) et d'établissements scolaires privés ; • motivation des parents à la scolarisation de leurs enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • mauvais état de presque tous les établissements scolaires publics ; • manque de qualification du personnel enseignant des EPP ; • manque d'effectif du personnel enseignant ; • niveau de l'enseignement relativement bas ; • inexistence d'école d'enseignement technique ; • inexistence de lycée ; • inexistence de centre de documentation
	Sécurité	Existence d'un Poste avancé de la Gendarmerie	<ul style="list-style-type: none"> • manque d'effectif et de moyens matériels au niveau de la gendarmerie ; • non motivation des quartiers mobiles dans l'exercice de leurs fonctions suite au non-paiement de leurs indemnités par l'Etat comme auparavant ; • non application des dina
	Adduction d'eau		Existence de plusieurs villages et Fokontany non desservis par les réseaux d'adduction d'eau potable
	Electrification rurale	Existence d'électrification rurale	Existence de plusieurs Fokontany non desservis par l'électrification rurale

Secteurs		Atouts/Forces	Contraintes/Faiblesses/Problèmes
	Routes	<ul style="list-style-type: none"> • passage de la RN7 ; • Passage du réseau ferroviaire ; • Existence de routes d'intérêt provincial reliant la Commune avec les communes voisines et de routes communales reliant les Fokontany de la commune entre eux 	<ul style="list-style-type: none"> • Interruption du transport ferroviaire depuis 1985 ; • Mauvais état de la majorité des routes communales
	Marché	Proximité de la commune des grands marchés d'Antananarivo	Inexistence de marché local

Secteurs		Atouts/Forces	Contraintes/Faiblesses/problèmes
ECONOMIE	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Abondance de la production de fraises et des légumes ; • Présence d'une grande superficie de rizières aménageables ; • Zone favorable à l'arboriculture fruitière 	<ul style="list-style-type: none"> • Débouché des produits non assuré entraînant la baisse de prix de ces produits agricoles ; • Manque d'irrigation au niveau des rizières ; • Semences de mauvaise qualité • Manque de fertilisants et de matériels agricoles ; • Exiguïté des parcelles ; • Rendement en riz très bas ; • Infertilité des tanety ; • Erosion ; • Prolifération des maladies et des ennemis des cultures ; • Manque de main d'œuvre agricole ; • Déficience de l'encadrement ; • Baisse de la production agricole
	Elevage		<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des maladies des animaux ; • Non disponibilité des vaccins et des produits vétérinaires ; • Déficience de l'encadrement

Secteurs		Atouts/Forces	Contraintes/Faiblesses/Problèmes
	Artisanat	Présence de nombreux artisans spécialisés dans plusieurs domaines	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de matière première et de matériels ; • Manque de débouchés
	Pêche	Existence de plusieurs étangs exploitables	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de filet non règlementé ; • Absence de technicien de pêche et de l'Aquaculture • Baisse de la production
	Tourisme et hôtellerie	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de plusieurs sites touristiques attrayants ; • Présence du « le Carat » ; • Existence d'un lieu présentant Madagascar (à une échelle réduite), ses différentes zones et les us et coutumes y afférents 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des routes ; • Manque de sensibilisation de la population sur l'importance du tourisme
	Télécommunications	Présence d'une ligne téléphonique à Ambatofotsy	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de téléphone public ; • Inexistence de publiphone

Secteurs		Atouts/Forces	Contraintes/faiblesses/Problèmes
ENVIRONNEMENT		<ul style="list-style-type: none"> • Prise de conscience de la population en matière de protection de l'environnement suite aux actions du FDP pendant plusieurs années ; • Présence de pépiniéristes privés ; • Actions de tirage des terrains de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence de forêts naturelles ; • Existence de feux de brousse (même si on a observé une nette diminution) à cause du manque de pâturage ; • Existence de terrains de reboisement non titrés • Semences forestières de mauvaise qualité • Inondation due à l'ensablement de la rivière Sisaony
ADMINISTRATION		<ul style="list-style-type: none"> • Motivation de la population et des responsables au développement ; • Présence de partenaires techniques et financiers notamment des organismes de développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de synergie dans les interventions des organismes de développement ; • Niveau de vie de la population assez bas ; • Insuffisance des ressources financières propre de la Commune ; • Insuffisance de communication entre les gouvernants et les gouvernés ; • Associations pas bien organisées, ne disposant pas du savoir-faire et des moyens techniques et financiers

Source : enquête personnelle, 2014

B- Problèmes principaux :

a) Sur le plan social :

- Insuffisance de personnel enseignant ;
- Manque de qualification du personnel enseignant ;
- Mauvais état des établissements scolaires publics ;
- Niveau de l'enseignement relativement bas ;
- Déperdition scolaire ;
- Eloignement des établissements sanitaires des autres zones (Zafimbazaha) ;
- Médecin d'Etat résident hors de la Commune ;
- Manque d'effectif et de moyens matériels au niveau de la gendarmerie.

b) Sur le plan économique :

- Fuite de la main d'œuvre agricole vers Antananarivo ;
- Exiguïté des parcelles agricoles ;
- Manque d'intrants et de matériels de production ;
- Baisse considérable de la production agricole ;
- Difficulté de déboucher les produits locaux ;
- Niveau de vie bas et faible pouvoir d'achat de la population ;
- Mauvais état des routes communales.

c) Sur le plan environnemental :

- Ensablement de la rivière Sisaony ;
- Erosion ;
- Feux de brousse.

d) Sur le plan administratif :

- Insuffisance de communication ;
- Insuffisance des ressources financières propres à la Commune.
- Manque de coordination des actions des intervenants.

C- Problématique du développement :

La présence de nombreux établissements scolaires, le passage de la RN7, la proximité de la Commune de la ville d'Antananarivo, l'abondance de la production de légumes et de fraises, la présence d'une grande superficie de rizières

aménageables, l'existence de plusieurs artisans spécialisés et la présence de plusieurs sites touristiques attrayants constituent des facteurs favorables à un avenir prometteur pour la population de la Commune rurale de Tsiafahy.

Cependant, l'existence de certains faits constitue un obstacle à son développement. L'on citera en particulier, la baisse croissante de la production suite à la fuite de la main d'œuvre agricole, à l'insuffisance de débouchés ainsi qu'à la faible capacité financière de la population d'accéder aux intrants et aux matériels agricoles. Le manque de compétence en matière de technique organisationnelle ajouté à l'insuffisance et/ou au mauvais état des infrastructures de développement ne font qu'empirer la situation.

Conclusion partielle

En effet, on a pu réaliser les activités socio-économiques de la population dans la commune rurale de Tsiafahy ainsi que les apports de la CECAM

Donc, on peut dire que chaque ménage et chaque fokontany a ses propres activités afin de vivre et d'améliorer le niveau de vie. Ainsi, l'agriculture est la plus pratiquée dans la commune. En ce sens, la riziculture représente la principale activité agricole. Viennent ensuite les activités secondaires.

Par ailleurs, les ruraux ne semblent pas être très attirés par la CECAM, un organisme de micro-finance.

En plus, on peut constater que comme toutes les autres communes, la Commune Rurale de Tsiafahy a ses propres forces et faiblesse dans le développement. Après cette présentation sur les activités socio-économiques de la Commune rurale de Tsiafahy, nous allons procéder à une analyse et à des réflexions sur les perspectives d'avenir

**PARTIE III : ANALYSES ET PERSPECTIVES
D'AVENIR**

PARTIE III : Analyses et perspectives d'avenir

Dans cette dernière partie, nous allons voir les analyses et les perspectives d'avenir concernant le thème.

Chapitre 5 : analyse et dynamique sociale

A- Analyse :

Sur le système agraire :

- Inadéquation entre moyen et surface à cultiver ;
- Manque de force de travail agricole ;
- Mauvaise condition de production.

Sur le développement agricole et social :

- Ces développements dépendent de la remise en question des réformes agraires et de l'amélioration du système de production ;
- Ces développements dépendent de la nécessité de prise en considération de tous les facteurs internes et externes susceptibles de compromettre le développement de la commune.

B- Mobilités sociales et mouvement de la population :

1) Mobiliser l'ensemble de la population :

Les appels des bailleurs de fonds à faire le lien entre Démocratie et Développement confirment cet appel au changement. Les Etat se sont révélés incapables de mobiliser l'ensemble de leur population au service de l'intérêt collectif et d'une amélioration générale des conditions de vie. Il leur appartient désormais, d'accompagner d'abord les initiatives privées ou celles des collectivités territoriales.

Jusqu'à présent, l'appareil de l'Etat imposait à priori sa politique et l'exerçait sans le moindre contrôle, et la population ayant seulement à subir.

Désormais, les programmes d'actions devraient être définis et mis en œuvre par des structures plus proches des populations intéressées de manière à les en faire davantage bénéficier. Aussi, ces bailleurs de fonds, préconisent-ils en principe la mise en place de procédures de décisions, d'exécution et d'évaluation séparées qui permettent un fonctionnement démocratique réel, c'est-à-dire associant les groupes sociaux concernés à toutes les phases du projet depuis sa conception jusqu'à l'évaluation des actions.

D'où la revalorisation des initiatives privées qu'elles soient de caractère commercial, c'est-à-dire fait d'entreprise, ou de caractère humanitaire, c'est-à-dire le fait d'organisation non gouvernementale.

Il est d'ailleurs à noter que les actions d'assistance humanitaire visent de plus en plus à permettre aux bénéficiaires eux-mêmes de devenir les agents de leur promotion et que les ONG locales ont de plus en plus la faveur des bailleurs de fonds internationaux.

Cet engouement pour les ONG, force vive des pays, appelées à devenir acteurs du développement au sein plein du terme, place ces derniers dans une position difficile et risquée si les bailleurs de fonds ne leurs donnent pas les moyens d'être à la hauteur des espoirs qu'ils placent en elles, on va vers de grandes désillusions.

Il importe donc, à partir d'une certaine taille et, au moins pour celles qui ont déjà fait la preuve de leurs capacités de mobilisation des énergies et des ressources locales aussi bien qu'étrangères, de renforcer leurs structures internes et leurs compétences en leur donnant les moyens d'une action plus vaste et plus professionnelles.

Ces moyens consistent avant tout dans une augmentation des dotations de fonctionnement, dans une mise à disposition de crédit pour la formation des femmes et des hommes et dans un programme d'échange au plan nationale et internationale.

Ainsi, sera possible une réelle capitalisation des acquis et une meilleure diffusion des expériences et des savoir-faire locaux. Ainsi, se concrétisera le développement local qui apparaît aujourd'hui comme une nécessité.

2) Logique communautaire (réseaux, familles, solidarités) :

Cette logique fonctionne quand il s'agit de conforter et de renforcer les liens sociaux notamment au niveau des réseaux familiaux pour l'intérêt des familles qui sont liées par des liens de sang. Ces familles composant les habitants de la communauté villageoise. Mais il est difficile d'inventer cette logique communautaire, ou encore d'imposer une vue d'ensemble dont l'objectif ne correspond pas aux besoins de l'ensemble des familles.

La difficulté de mettre en pratique les collectivités autochtones rurales et les collectivités rurales autochtones modernisées du temps de la colonisation ainsi que la mise en place des différentes sortes d'organisation paysanne repose sur la manière de voir des paysans concernés qui n'acceptent pas ces moyens. Cette logique communautaire entre dans un système d'échange non gratuit. Si la solidarité se maintient, c'est parce qu'il y a toujours des contreparties.

Le « Fokonolona » n'a jamais été historiquement une communauté de paysans légaux. La période coloniale a renforcé les tendances à la différenciation sociale, déjà accélérée sous la royauté. Mais en même temps, elle a élargie les bases d'une communauté liée à un territoire (le Fokontany) et intégrée dans un réseau complexe de réciprocité, d'échanges divers, de dépendances, de redistributions, de

clientélisme unissant des couches sociales qui ont souvent l'apparence de castes, mais qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes règles historiquement codées.

Chapitre 6 : Perspectives d'avenir et recommandations

A- Approches perspectives :

a) Amélioration des conditions de vie :

En vue d'améliorer la condition de vie de la population et sa participation au processus de développement, il s'avère nécessaire de :

Améliorer la santé de la population ;

Concourir à la valorisation de l'image des ruraux : la participation des ruraux aux prises de décisions doit être recherchée, de la conception des projets à leur évaluation, en passant par leur élaboration et leur mise en œuvre et ceux dans tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle. Pour parvenir de cet objectif, il est nécessaire que, progressivement, les ruraux soient éduqués dès le plus bas âge dans une perspective valorisante. Le concours de tous (média, autorités politico-administratives,...) sera sollicité pour chacun comprenne qu'il n'y a rien à perdre mais plutôt beaucoup à gagner à leurs grandes participations au développement du pays ;

Accroître les revenus des ruraux :

Aider les ruraux à sortir de leur état de pauvreté, à acquérir une certaine autonomie financière, à mieux répondre aux besoins de leurs familles, s'avère également important. A cette fin, des actions sont déjà menées mais il importe de les développer davantage et de renforcer la coopération entre les organismes d'aide dans ce domaine.

Dans ce cadre, il y a lieu, entre autres :

- D'appuyer le développement des activités génératrices de revenus ;
- D'aider à la diversification des activités ;
- De soutenir la formation, l'initiative à la gestion, l'acquisition de nouvelles compétences susceptible de se traduire en activités rémunératrices aussi bien en milieu rural qu'en urbain ;
- De continuer les efforts déjà entrepris pour la sensibilisation de la population ;
- De soutenir les initiatives existantes en particulier celles émanant du secteur associatif et volontaire ;

- D'instaurer une concertation large harmonisée et coordonnée des différents partenaires (entre autres en améliorant le système d'information et favorisant l'intégration des actions des partenaires du secteur ...).

b) Scénario de développement :

Vision du futur :

Les choix stratégiques de la Commune :

- ❖ Commune bien gérée ou règne une confiance entre les gouvernés et gouvernants ;
- ❖ Commune où l'éducation et la qualité de l'enseignement sont satisfaisantes ;
- ❖ Population auto-suffisante en productions agricoles et capable d'écouter le surplus sans contrainte ;
- ❖ Commune verte, propre, fleurie, et attrayante pour sa population et pour les touristes ;
- ❖ Commune disposant d'infrastructures physiques et sociales convenables et bien entretenues.

B- Axes stratégiques :

Les implications des problématiques identifient les axes stratégiques d'intervention pour le développement local. Ces axes tournent autour des trois (3) thèmes suivants :

a) Amélioration de la gouvernance :

Renforcement des capacités des élus :

- Formation des élus sur leurs responsabilités respectives et en matière de technique de communication/négociation ;
- Organisation de visite/échange avec des communes plus avancées.

Amélioration de la communication :

- Mise en place de panneaux d'information au niveau de chaque Fokontany ;
- Restitution des formations/décisions prises au niveau communal auprès des Fokontany.

Amélioration de la recette fiscale :

- Formation des responsables communaux en matière de législation fiscale ;

- Augmentation de la tournée d'information, de sensibilisation ;
- Installation du droit de stationnement des taxi-brousses ;
- Remise à la commune de Tsiafahy du marché d'Antetezana Atsimo ;
- Jumelage de la commune avec une ville ou avec une commune à l'étranger ;
- Augmentation par l'Etat du taux revenant à la commune issu des recettes versées par le régisseur au trésor.

b) Développement du secteur social :

Amélioration de la qualité de l'éducation et de l'enseignement :

- Dotation de la commune en 31 enseignants complémentaires ;
- Dotation des établissements scolaires en matériels didactiques et pédagogiques ;
- Recyclage des enseignants ;

Développement sanitaire :

- Réalimentation en eau du CSB II à Ambatofotsy ;
- Remise en état de fonctionnement du CSB II Zafimbazaha ;
- Amélioration et extension dans tous les Fokontany du Programme de nutrition maternelle et infantile.

Renforcement de la sécurité :

- Affichage des Dina dans tous les Fokontany ;
- Application textuelle des Dina ;
- Financement par l'Etat des indemnités mensuelles des Quartiers Mobiles ;
- Augmentation de l'effectif des gendarmes ; dotation du Poste de la Gendarmerie en véhicule ;
- Transformation du Poste avancé en Brigade de la Gendarmerie.

Amélioration des infrastructures sociales :

- Construction de 2 EPP (1 EPP à Ankazobe et 1 EPP à Soamanandray) ;
- Réhabilitation du CEG.
- Construction d'un Lycée à Ambatofotsy ;

- Construction d'une école d'enseignement technique ;
- Construction d'une bibliothèque communale à Ambatofotsy ;
- Construction du logement des gendarmes à Ambatofotsy ;
- Construction d'un bureau par Fokontany ;
- Electrification des Fokontany d'Ankorondrano, d'Ambohikely, de Soavina, d'Ambohibololona, de vatovaky et du centre Pénitencier ;
- Amélioration de l'adduction d'eau potable de Tsiafahy – augmentation des bornes fontaines ;
- Construction d'un Tranompokonolona.

c) Promotion des activités économiques et environnementales :

Augmentation des productions et des revenus agricoles :

- Introduction de semences améliorées et plus productives ;
- Dotation de la commune d'un technicien en matière de riziculture irriguée ;
- Installation de centres d'approvisionnement en intrants agricoles ;
- Introduction et diffusion de variété étrangère plus productive de fraise ;
- Multiplication des organisations paysannes dans tous les Fokontany et renforcement de leurs capacités ;
- Diminution des prix des intrants agricoles ;
- Elevage de vache laitière, de poules pondeuses, de poulets de chair et de volailles et engraissement des porcs et des bovidés dans tous les Fokontany ;
- Information et sensibilisation de tous les Fokontany en matière d'épargne et de crédit.

Amélioration des réseaux hydroagricoles et des infrastructures économiques :

- Réhabilitation de toutes les routes communales ;
- Remise en état de fonctionnement du réseau ferroviaire ;
- Construction de barrage ;
- Réhabilitation ou renforcement de la digue Sisaony ;
- Construction d'un marché à Ambohimadana Nord et à Ambohibololona.

Formation du tourisme :

- Formation technique, appuis aux artisans et installation d'un centre d'exposition et de commercialisation de l'artisanat à Ambatofotsy ;
- Opération routes fleuries ;
- Renforcement du syndicat d'initiative ;
- Acquisition de matériels de loisir ;
- Construction de WC publics ;
- Bitumage de la route Ambatofotsy – le Carat – marché communal d'Ambohimanasoa.

Défense et restauration des sols :

- Titrage des terrains de reboisement ;
- Mise en œuvre d'un programme de reboisement de 10ha par Fokontany par an ;
- Entretien des reboisements ;
- Instauration d'un Comité de lutte contre les feux de brousse et instauration de dina ;
- Approvisionnement en graines forestières auprès de la commande groupée auprès du Service des eaux et forêts ;
- Diffusion de l'arboriculture fruitière et formation des agriculteurs en matière dans tous les Fokontany ;
- Introduction et amélioration des dispositifs et des techniques anti-érosifs dans tous les Fokontany ;
- Diffusion des composts dans tous les Fokontany.

C- Suggestions et recommandations :

Meilleure gestion de l'espace ;

Renforcement des atouts socio-économiques de chaque unité d'exploitation familiale qui est à envisager pour permettre une meilleure production agricole ;

Instauration d'un nouveau plan de développement rural : considération de la gestion efficace de l'occupation de sol, de l'environnement afin d'éviter l'éventuel phénomène d'habitation et/ou d'exploitation illicite ou même de conflit foncier ;

Mettre sur pieds un nouveau modèle d'encadrement rural capable non seulement de motiver la production agricole mais également de stimuler chez les paysans eux- même l'établissement des nouvelles stratégies visant l'intensification et la rationalisation de l'acte productif.

La politique de développement rural doit être conçue et orientée vers les domaines inséparables suivants:

❖ Sur le plan social :

L'assurance la sécurité alimentaire de la population rurale.

❖ Sur le plan économique :

La mise en place des stratégies efficaces tenant compte de l'augmentation de la productivité agricole qui est impérative et doit être effective dans les meilleurs délais.

❖ Sur le plan institutionnel :

La restauration de l'état de droit visant à régulariser les problèmes fonciers, l'assainissement des milieux ruraux et la vulgarisation des techniques efficaces pour promouvoir l'activité agricole.

CONCLUSION GENERALE

Si la mondialisation invite à penser globalement, la décentralisation des pouvoirs administratifs et de l'aide au développement doit au contraire inciter à considérer l'échelon local comme primordial.

En effet, on a pu remarquer la mobilisation et la motivation des paysans ainsi que le niveau d'instruction et les logiques paysannes qui ont des rôles à jouer dans le développement car la majorité de la population est jeune et en bonne santé, constituant une grande force de production. Mais malgré la proximité de la Commune de la ville d'Antananarivo ; il y a l'exode rural qui entraîne une baisse de la quantité de la main-d'œuvre agricole

Par ailleurs, concernant la diminution de la fertilité des sols en pente par le phénomène de lessivage, même s'il y a l'abondance dans certaines parcelles de terrain de production, la présence d'une grande superficie de rizières aménageable, on constate le manque de fertilisants et de matériels agricoles, la manque d'irrigation au niveau des rizières, l'exiguïté des parcelles, l'érosion, la manque de main-d'oeuvre ainsi que la mauvaise qualité des semences. D'où la baisse de la production agricole qui constitue l'échec de développement .

En plus, on remarque la motivation de la population et des responsables au développement ainsi que la présence des partenaires techniques et financiers, mais il y a manque de synergie dans les interventions des organismes de développement ; insuffisance des ressources financières propres de la Commune ; insuffisance de communication entre les gouvernants et les gouvernés et associations mal organisées, ne disposant pas du savoir-faire et des moyens techniques et financiers

Bref, nous avons pu vérifier dans nos résultats d'enquête les réponses provisoires ou hypothèses de notre problèmes c'est-à-dire, beaucoup d'efforts sont encore à envisager afin que la commune rurale de Tsiafahy puisse développer, et cela pour le domaine social, économique, administratif

Donc il faut qu'il y ait augmentation de la main-d'œuvre et amélioration du niveau d'instruction de la population, la motivation de l'administration et l'intervention des organismes de développement constituent aussi un développement de la Commune. Il faut aussi voir de près le problème de la baisse de la production agricole afin d'améliorer les modes de production car cette dernière est la base du développement rural

Ainsi, en vue d'améliorer la condition des ruraux et d'accroître leurs participations au processus de développement, il s'avère nécessaire de :

Améliorer la santé des ruraux (paysans) ;

Concourir à la valorisation de l'image des ruraux : la participation des ruraux aux prises de décision doit être recherchée, de la conception des projets à leur évaluation, en passant par leur élaboration et leur mise en œuvre et ce dans tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle. Pour parvenir à la réalisation de cet objectif, il est nécessaire que, progressivement, les paysans soient éduqués dès le plus bas âge dans une perspective valorisante ;

Aider les paysans à sortir de leur état de pauvreté, à acquérir une certaine autonomie financière, à mieux répondre aux besoins de leur famille, s'avère également important. A cette fin, des actions sont déjà menées mais il importe de les développer davantage et de renforcer la coopération entre les organismes d'aide dans ce domaine. Dans ce cadre, il y a lieu, entre autres :

- D'appuyer le développement des activités génératrices de revenus ;
- De faciliter l'accès de la population aux moyens de production ;
- D'aider à la diversification des activités ;
- De soutenir l'acquisition de nouvelles compétences susceptibles de se traduire en activités rémunératrices aussi bien en milieu rural qu'en urbain.

La place et la nature de l'Etat dans le processus de développement ont été l'objet de diverses recherches. C'est ainsi que la sociologie de développement met l'accent sur les facteurs tels que le cadre institutionnel, la cohésion sociale et le capital social. Elle s'intéresse notamment aux facteurs multidimensionnels du bien-être.

Le développement est un processus qui vise à chercher en permanence, dans un milieu donné l'équilibre entre les besoins et les ressources pour jouir d'un niveau de vie convenable.

Les facteurs sociologiques qui doivent permettre de jeter les bases d'un développement humain et durable reposent sur le corpus de la société malgache, à travers cet élément historique et sociologique.

L'objectif final de cette étude est de voir comment ce facteur sociologique permet d'assurer un développement humain et durable à long terme et par voie de conséquence de diminuer la pauvreté. D'ailleurs, Madagascar est classé parmi les pays moins avancés à faible revenu et à déficit vivrier.

Ces objectifs, pour être fiables qu'ils soient dans leurs perspectives, certains pouvant être atteints, d'autres non, doivent s'appuyer sur des « facteurs historiques et

sociologiques » afin d'assurer avec pertinence un développement humain et durable du pays.

L'objectif du développement économique est l'autosuffisance alimentaire dans une localité. Augmentation de niveau de vie des masses populaires.

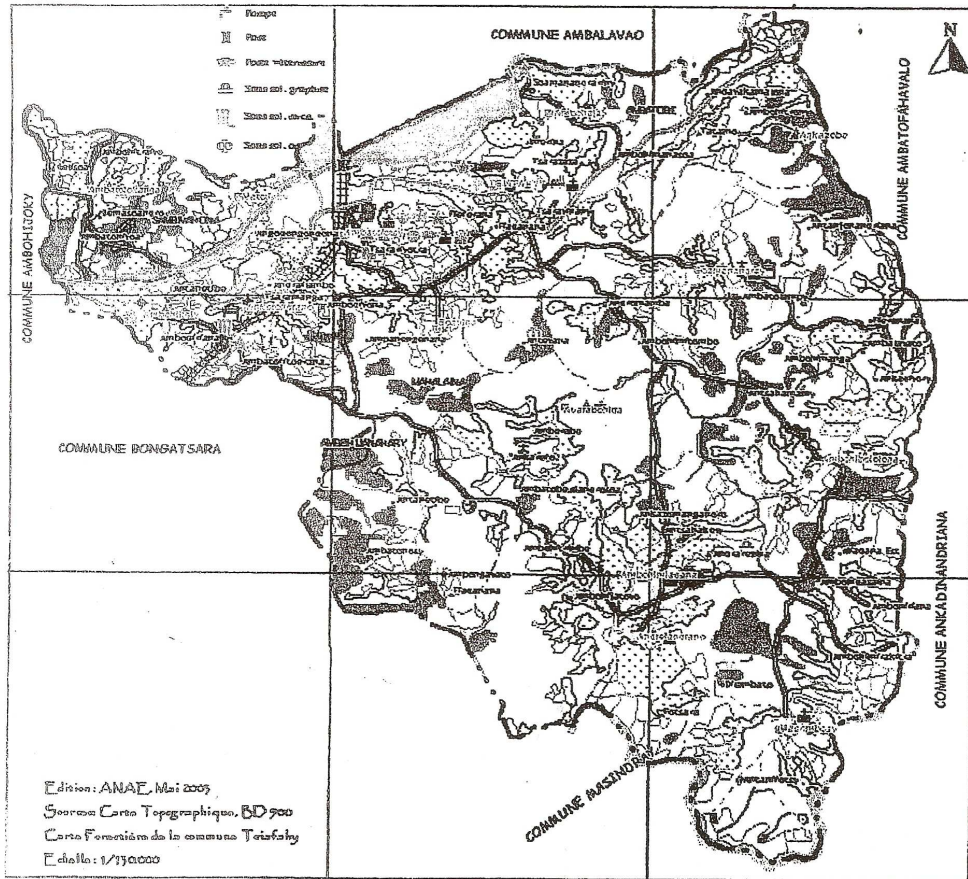
LEGENDE

Infrastructures de développement

- | | | | | | |
|-------------------------------|--|--|--|--|--|
| | | | | | |
| Voies de communication | | | | | |
| | | | | | |
| Occupation des sols | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

**SITUATION ACTUELLE
DE LA COMMUNE RURALE DE TSIAPAHY
FIVONDRONAMPOKONTANY ANTANANARIVO ATSIMONDRANO**

Année: 2014



Edition: ANAE, Mai 2007
Source: Carte Topographique, BD 900
Carte Formations de la commune Tsiapahy
Echelle: 1/750000

BIBLIOGRAPHIE

- Ouvrages généraux :

- 1- ANGEON V., GALLOIS J.M., 2005, « Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? », Economie et institution ;
- 2- GANNON F., SANDRON F., 2003, « Convention de solidarité et intérêt collectif dans une communauté rurale malgache », Colloque Convention et institution, Université Paris – X, La défense, 11-12 Décembre ;
- 3- GRANDIDIER A., 1914, « La famille malgache », in Grandidier A. (éd) Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar, Imprimerie Nationale, Paris ;
- 4- DELENNE (M), Méthodologie pour des monographies villageoises dans une zone de colonisation des terres neuves, ORSTOM, Série Scie. Hum, vol. VI, n°3-1969 ;
- 5- GEORGE (P), Sociologie et Géographie ;
- 6- JEAN (B), Sociologie rurale, Québec, uqac, 1974 ;
- 7- PAVAGEAU (J), Les jeunes paysans sans terres, l'exemple malgache, Edition Harmattan, 1981.

- Ouvrages spécifiques :

- 8- RIQUIET (J), Rôle de la prospection des sols dans l'aménagement du secteur de production à Madagascar, Sakay et Mangoky, ORSTOM, 1962 ;
- 9- Le réseau CECAM : un réseau financier mutualiste pour un développement durable.

- Documents officiels :

10- Madagascar Action Plan, 2006 ;

11- Plan Communautaire de Développement dans la Commune d'Ambatofotsy ;

- Autres ouvrages :

12- Objectifs du millénaire pour le développement, 2005 ;

13-PNUD, Rapport National sur le développement humain, 2003.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
I- Objet d'étude.....	2
II- Choix du sujet	2
III- Choix du terrain.....	2
IV- Problématique	2
V- Objectifs	2
VI- Hypothèses.....	3
VII- Méthodes d'investigation.....	3
VIII- Cadres théoriques	4
IX- Méthodologie	4
<u>PARTIE I</u> : Etat des lieux et cadres théoriques.....	5
CHAPITRE1 : Situation historique et géographique.....	6
A- Historique de la Commune	6
B- Délimitation géographique et administrative	6
C- Milieu naturel / cadre physique	7
a) Climat	7
b) Relief.....	7
c) Hydrographie.....	7
d) Végétation, Forêt et Reboisement	8
CHAPITRE 2_: Aperçus théorique sur les méthodes d'investigations et définitions du thème	8
A- Aperçus théoriques... ..	8

1) Généralités.....	.9
2) Cadres théoriques.....	10
B- Définitions11
1) Développement	11-12
2) Développement économique	13
3) Développement social.....	14
4) Développement rural	14-15
<u>PARTIE II</u> : Les activités socio-économiques de la population	16
CHAPITRE 3 : les activités socio-économiques de la population	17
A- Situation démographique	17
B- Activités économiques	17-18
1) Agriculture	18-20
2) Elevage	21-22
3) Pêche	23
4) Industries	23
5) Artisanat	23-24
6) Commerce	24
7) Tourisme et Hôtellerie	25
8) Mine.....	25
9) Transports	25
10) Infrastructure physique	25
C- Données sociales	26-28
1) Enseignement et Education	27

2) Santé.....	24
3) Sports et loisirs	25
4) Infrastructure sociale.....	25
a) Adduction d'eau potable.....	25
b) Electrification rurale.....	26
c) Barrages.....	26
d) Marché.....	26
5) Associations paysannes.....	26
6) Dina.....	27
7) Valeurs culturelles.....	27
8) Les intervenants.....	27
9) Sécurité.....	28
10) Administration de la commune et fonctionnement/ compte administratif.....	28
a) Conseil communal.....	28
b) Organe administratif.....	28
c) Délégation administrative d'arrondissement.....	29
D- Apports du projet sur la riziculture.....	30
I) CECAM.....	30
1) Définition.....	30
2) La culture de crédit.....	31
3) La famille dans le système.....	31
4) L'accès au financement	31
5) Le GCV/ CECAM.....	32
II) Participation des ruraux à la CECAM.....	33

1) Ceux qui sont membres de la CECAM.....	33-35
2) Pour ceux qui ne sont pas membres de la CECAM.....	35
III) Le système simple de riziculture intensif (SRI) et système de riziculture amélioré (SRA).....	35
CHAPITRE 4 : bilans du diagnostic participatif et les principaux problèmes.....	37
A- Atouts/force et contraintes/faiblesse/problèmes.....	37-42
B- Problèmes principaux.....	43
a) Sur le plan social.....	43
b) Sur le plan économique.....	43
c) Sur le plan environnemental.....	43
d) Sur le plan administratif.....	43
C- Problématique du développement.....	43-45
PARTIE III : Analyses et perspectives d'avenir.....	45
CHAPITRE 5 : analyse et dynamique sociale.....	45
A) Analyses.....	46
B) Mobilité sociale et mouvement de la population.....	46
1) Mobiliser l'ensemble de la population.....	46-47
2) Logique communautaire.....	47
CHAPITRE 6 : perspectives d'avenir et recommandations.....	48
A) Approches perspectives.....	48
a- Amélioration des conditions de vie.....	48
b- Scénario de développement.....	49
B) Axes stratégiques.....	49
a- Amélioration de la gouvernance.....	49

b- Développement du secteur social.....	50-51
c- Promotions des activités économiques et environnementales	51-52
C) Suggestions et recommandations.....	52-53
CONCLUSION GENERALE.....	53-56

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Evolution du nombre de population ;
- Tableau 2 : Répartition de la population par Fokontany ;
- Tableau 3 : Répartition de la population par sexe ;
- Tableau 4 : Répartition de la population par tranche d'âge ;
- Tableau 5 : Productions et rendements par spéculation ;
- Tableau 6 : Activités secondaires ;
- Tableau 7 : Types d'artisanats ;
- Tableau 8 : Les différentes sites ;
- Tableau 9 : Enseignement et éducation ;
- Tableau 10 : Répartition des élèves par sexe ;
- Tableau 11 : Réussite aux examens ;
- Tableau 12 : Santé ;
- Tableau 13 : Pourcentage de la population utilisant chaque types d'eaux ;
- Tableau 14 : Les barrages ;
- Tableau 15 : Associations paysannes ;
- Tableau 16 : Les intervenants ;
- Tableau 17 : Sources administratives ;
- Tableau 18 : Participation des ruraux à la CECAM ;
- Tableau 19 : Attachements des riziculteurs aux techniques de production ;
- Tableau 20 : Atouts/ Forces et contraintes/ faiblesses et problèmes de la Commune.

LISTE DES ABREVIATIONS

- AED : Action Environnement Développement ;
- AEP : Adduction Eau Potable ;
- ANAE : Association Nationale d'Actions Environnementales ;
- BEPC: Brevet d'Etude du Premier Cycle ;
- CEG : Collège d'Enseignement Général ;
- CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole à Madagascar ;
- CEPE: Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires ;
- CSB: Centre de Santé de Base;
- DCPE : Document Cadre des Politiques Economiques ;
- DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté ;
- EPP : Ecole Primaire Publique ;
- FID : Fonds d'Intervention pour le Développement ;
- FJKM : *Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara* (Eglise Protestante Reformée);
- FRAM : *Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra* (Association des Parents d'Elève);
- GCV : Grenier Communautaire Villageois ;
- MAP : Madagascar Action Plan ;
- ONG : Organisation Non-Gouvernementale ;
- PCD : Plan Communal de Développement ;
- PCLS : Président du Comité Local de Sécurité ;
- PNC : Programme de nutrition Communautaire ;
- PNS : Programme de Nutrition Scolaire ;
- PRD : Plan Rural de Développement ;

- RN7 : Route Nationale n°7 ;
- SEECALINE : Surveillance et Education des Ecoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Elargie ;
- SRA : Système de Riziculture Améliorée ;
- SRI : Système simple de Riziculture Intensive.

ANNEXES

QUESTIONNAIRES

I- A l'attention des paysans :

1- Renseignements généraux :

- Age :
- Sexe : M / F
- Situation dans la famille : père – mère – enfant
- Situation matrimoniale : célibataire – marié(e) – divorcé(e) – veuf(ve) – concubin(e)

Depuis :

2- Renseignements spécifiques :

- Vous êtes agriculteurs, comment trouvez-vous l'agriculture à Madagascar et en particulier dans la Commune où vous êtes ?
- Pensez-vous que l'agriculture est un pilier de l'économie malgache ?

Oui, raison:

Non, raison :

- êtes-vous propriétaire des terres que vous cultivez ?
- avez-vous une organisation et utilisation particulière à ces terres ? Comment les organisez-vous et les cultivez-vous ?
- sur quelle base (idée) délimitez-vous les terroirs ?
- quel est votre système agraire (mode de faire-valoir des terres) ?

direct :

indirect : metayage : raison(s) :

condition(s):

taux pratiqué: 1/3 2/3 ¾

fermage: raison(s):

condition(s):

location: raison(s):

montant:

- Quel système de culture pratiquez-vous?

- Vous travaillez seul ou en groupe pour la préparation des terres à cultiver ? Oui :
Non :
Valintanana (entraide) :
Findramana :
- Vous travaillez la terre : manuel (angady) :
Attelé (charrue, ...) :
Autres :
- Votre niveau de production, le rendement obtenu à l'hectare par produit, surface cultivée ? Vos activités secondaires ?
- Avez-vous recours à la mutuelle d'épargne et de crédit ou à l'établissement de micro-finance ? si oui, pourquoi ? si non, pourquoi ?
- Votre mode de remboursement, y-a-t-il des problèmes de remboursement ? si oui, sur le dépôt ou crédit ou montant ou autres ?
- Votre objet du prêt ?

II- A l'attention des responsables d'associations paysannes :

- Renseignements généraux :

- Age :
- Sexe : M / F
- Fonction :

- Renseignements spécifiques :

- Depuis quand êtes-vous installés dans la zone ?
- Quels sont les raisons qui vous ont poussé à vous installer dans cette zone ?
- Pourriez-vous nous dire en quelques mots votre mission ?
- Quels objectifs vous vous êtes fixés ?
- Quelle est votre population cible ?
- Quels sont vos critères d'adhésion, les modalités d'adhésions ?
- Nombre des membres
- Fonctionnement et rôle au niveau des prêts auprès des mutuelles ?

- Quelle est votre perspective d'avenir ?

III- A l'attention des paysans membres de mutuelle d'épargne et de crédit :

- Qu'est-ce que la CECAM ?
- Quelles sont les activités de la CECAM ?
- Quels sont vos objectifs ?

IV- Destiné au responsable de la CECAM :

- Quels sont les types de crédit obtenus auprès de la CECAM ?
- Votre méthode adoptée
- Les membres sont-ils motivés ?
- Les paysans s'intéressent-ils à la CECAM ? si oui, pourquoi ? si non, pourquoi d'après vous ?
- Comment s'évaluent vos membres depuis l'année de l'instauration jusqu'à maintenant ?

V- A l'intention des paysans non membres :

- Etes-vous au courant de l'existence de mutuelle d'épargne et de crédit ?
- Si oui, pourquoi vous n'êtes pas membres ?
- Quelles sont les raisons de votre non adhésion ?

GUIDE D'ENTRETIEN

VI- A l'attention des responsables de la Commune :

- Fonctionnement de la Commune ?
- Mission ?
- Problèmes ?
- Nombre de la population ?
- Niveau de scolarisation ?
- Activités de la Commune ?
- Niveau de production de riz et autres productions ?
- Problèmes relatifs à la production (ex : climat, ...) et aux autres activités secondaires de la population ?
- Que pensez-vous de l'avenir de votre Commune en termes de développement ?

VII- Auprès des mutuelles d'épargne et de crédit :

- Mode de fonctionnement et rôle ?
- Nombre des membres ?
- Condition d'adhésion ?
- Les différentes opérations effectuées par les membres auprès des mutuelles ?
- Les modes de remboursement ?
- Les problèmes ?
- Objectifs à atteindre ?

VIII- Auprès des associations paysannes :

- Mode de fonctionnement ?
- Mission ?
- Activités effectuées ?
- Critères d'adhésion ?
- Les problèmes rencontrés ?
- Objectifs fixés ?

Nom : RAZANAKOLONA
Prénom(s) : Tahiriniaina Minosoa
Date et lieu de naissance : 17 Juin 1992 à Anjeva Gare
Contact : 034 61 496 04
Adresse : III B 53 Morarano Andoharanofotsy

- Thème : développement socio-économique en milieu rural : cas de la Commune Rurale de Tsiafahy (District d'Antsimondrano)

- Rubrique épistémologique : - sociologie du développement
- sociologie du travail

- Nombre de page : 56

- Nombre de tableau : 20

- Nombre de références bibliographiques : 13

- Nombre de graphique : 1

RESUME

En milieu rural, la production agricole est supposée être l'activité principale. Comme dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, Madagascar ne dispose pas encore de moyens politique, social, économique et surtout culturel adéquats pour la gestion de la vie rurale. Ainsi, pour espérer atteindre l'objectif du développement, l'idéal serait que tous les ruraux prennent part au processus de développement. Par ailleurs, comme dans les autres Communes rurales à Madagascar, la précarité des conditions de vie et l'archaïsme des modes de production dans la Commune rurale de Tsiafahy y sont plus criants.

Ainsi, le développement dans le monde rural dépend de la prise de responsabilité de chacun et de la complémentarité des tâches et des devoirs entre l'administration et la population.

- Mots clés : Développement, progrès, évolution, changement.

Directeur de recherche : Madame RAMANDIMBIARISON Noëline, professeur titulaire